

MESSAOUD BOUDIBA DU CNAPEST

L'année scolaire est menacée

P3

PASSAGE DE LA FRONTIÈRE EN VÉHICULES

Ce qu'il faut savoir sur la nouvelle taxe

P5

NOUVEAUX BACHELIERS

Plateforme pour l'ouverture de comptes CCP

P2

SITUATION ÉPIDÉMIOLOGIQUE EN ALGÉRIE

Un re-confinement plus sévère n'est pas exclu

P3



PRISE EN CHARGE DU CANCER

Baisser la garde risque de nous coûter cher

Le professeur Messaoud Zitouni a affirmé qu'il ne faut pas baisser la garde dans la prise en charge du cancer, en raison de la focalisation des efforts sur la lutte contre la pandémie du nouveau coronavirus, ce qui risquerait de coûter cher à la société à l'avenir, au moment où un responsable au ministère de la Santé a assuré que les centres anti-cancer "ne se sont pas arrêtés" depuis l'apparition de la pandémie. Dans une déclaration à l'APS, le Pr Zitouni, chargé du suivi et de l'évaluation du plan national de lutte contre le cancer 2015/2019, a souligné "qu'il ne faut pas baisser la garde dans la prise en charge du cancer, au risque de coûter +cher+ à la société durant les années à venir notamment l'augmentation de la mortalité", insistant sur l'importance de poursuivre les efforts dans le cadre du plan national de lutte contre le cancer, notamment en ce qui concerne «la relance du programme national de dépistage et de diagnostic organisés du cancer du sein».

P2

PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE

Les Etats-Unis coupés en deux

Les Etats-Unis d'Amérique sont depuis, hier, coupés en deux : démocrates et républicains. Chacun des deux clans réclame à lui la victoire des présidentielles. Alors que les informations sur les résultats tombaient au compte goutte, le Président en exercice ne s'est pas donné la moindre marge en réclamant la victoire en menaçant le camp adverse. De son côté, Joe Biden, quoique plus mesuré, se dit ne pas se laisser faire et réplique que les démocrates se sont préparés à toutes les éventualités. Sur un plan purement politique et juridique, la question qui se pose est la suivante : que va-t-il se passer en cas d'égalité parfaite. Car cette probabilité n'est pas à exclure ?

P15

Régions

BLIDA
Prévision de production de plus de 4,3 millions de qx d'agrumes

P9

SIDI BEL-ABBÈS
Un mort dans un accident de la circulation

P24

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

548 nouveaux cas, 230 guérisons et 10 décès

P3

ARRESTATION ET SAUVETAGE DE 2096 IMMIGRÉS CLANDESTINS EN OCTOBRE

Près de 1000 haragas ont tenté l'aventure la semaine du référendum

P24

HÔPITAL MOHAMED SEDDIK-BENYAHIA À JIJEL

L'unité des maladies cancéreuses affectée aux malades Covid-19

P24

Economie

JM ORAN-2022
Bientôt des sessions de formation au profit de 1 000 guides touristiques

P13



Brèves

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (OIT)

L'Algérie, membre du Conseil d'administration jusqu'au 14 novembre

L'Algérie poursuit sa participation, en qualité de membre observateur, aux travaux de la 340e session du Conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui se tient en visioconférence du 2 au 14 novembre courant, a indiqué mardi un communiqué du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. A l'ordre du jour de cette session figurent notamment la suite à donner à la Résolution sur la Déclaration du centenaire de l'OIT pour l'avenir du travail "propositions visant à inclure la question des conditions de travail sûres et salubres" dans le cadre des principes et droits fondamentaux de l'OIT, et ce conformément à la feuille de route adoptée par le Conseil dans sa 337e session, a précisé le communiqué. D'autres questions sont au menu de l'actuelle session, entre autres, la politique et stratégie de l'OIT pour l'inclusion des personnes handicapées et un point sur la préparation de la Ve Conférence mondiale sur le travail des enfants, a ajouté la même source. Le Conseil d'administration du BIT est un organe tripartite comptant dans sa composante des délégués et des représentants des Gouvernements, le patronat ainsi que des syndicats. Il est l'organe exécutif qui prend les décisions relatives à la politique du BIT, arrête l'agenda du congrès international du travail et adopte également le programme et le budget de l'organisation.

R.N

NOUVEAUX BACHELIERS

Plateforme pour l'ouverture de comptes CCP

Les nouveaux bacheliers désirant ouvrir un Compte courant postal (CCP) sont appelés à enregistrer leurs demandes via une plateforme sur le site web mise à leur disposition par Algérie Poste, indique hier un communiqué de cet établissement. "En prévision de la rentrée universitaire 2020/2021, Algérie Poste a le plaisir d'informer les nouveaux bacheliers, appelés à ouvrir un compte courant postal (CCP), qu'il est mis à leur disposition une plateforme sur le site web www.poste.dz pour l'enregistrement de leurs demandes d'ouverture en ligne", précise la même source. Le formulaire mis en ligne sur le site leur permet d'enregistrer les informations nécessaires au traitement des demandes sur le système informatique d'Algérie Poste sans recourir à la saisie de la demande au guichet du bureau de poste et par voie de conséquence, d'activer le processus d'ouverture du compte CCP et de leur délivrer les moyens de paiement (chéquier et carte monétique DAHABIA), explique Algérie Poste. Pour ce faire, le communiqué rappelle que le dossier d'ouverture d'un compte CCP doit comporter, en plus des formulaires imprimés sur le site web, "Une (01) copie de l'attestation de réussite au baccalauréat 2020, l'original + une copie d'un justificatif d'identité officiel, ordinaire ou biométrique, comportant une photo du demandeur (carte nationale d'identité ordinaire, carte nationale d'identité biométrique, permis de conduire, passeport biométrique) et un (01) justificatif de résidence du demandeur". Une fois enregistrés, les intéressés doivent se présenter au bureau de poste pour le dépôt dudit dossier, indique la même source qui précise que la demande d'ouverture est validée séance tenante au guichet et une attestation est remise au nouveau bachelier sur laquelle sont imprimés "le numéro et la clé du compte, l'initial du compte et l'adresse de résidence déclarée sur le justificatif de résidence".

R.N

MINISTRE DE L'INDUSTRIE FERHAT AÏT ALI

Sauver les groupes industriels des patrons emprisonnés

Le ministre de l'Industrie, Ferhat Aït Ali, a annoncé que son secteur avait pris des mesures de précaution à l'égard des groupes industriels dont les propriétaires sont poursuivis en justice.



Premier objectif de cette mesure, selon le ministre, préserver les matériaux et équipements qui leur appartiennent et qui sont actuellement présents dans les ports. Ainsi les autorités s'intéressent sérieusement à sauver ce qui reste des groupes industriels appartenant aux patrons qui sont incarcérés pour des affaires de corruption. Répondant ce mardi aux questions des membres de la commission des finances et du budget à l'Assemblée populaire nationale (APN) dans le cadre du débat sur le PLF 2021, le mi-

nistre de l'Industrie a indiqué que certaines de ces entreprises ont actuellement des problèmes de justice, indiquant que le secteur ne peut pas s'immiscer dans le travail de la justice, mais il prendra en charge les marchandises présentes dans les ports pour les faire sortir, les conserver et sauvegarder le matériel jusqu'à la délivrance de décisions judiciaires, expliquant que ce geste rentre dans le cadre de la responsabilité morale du secteur. Le ministre a souligné que son département travaille actuellement à trier ces entreprises qui ont des actifs et un

chiffre d'affaires et qui sont en mesure de reprendre leurs activités sans recourir aux importations.

Aït Ali a affirmé qu'il n'est pas possible « de continuer dans la même activité pour laquelle nous poursuivons les autres ». Mais, « la loi leur permet de continuer la même activité sans recourir aux importations ». Toutes ces entreprises ont été impliquées dans de mauvaises politiques dans le passé, et le changement prendra du temps, a-t-il ajouté.

R.E

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Nouveau mémorandum d'entente entre Sidal et Pfizer Pharm Algérie

Le Groupe Sidal et les Laboratoires Pfizer ont signé mardi à Alger un mémorandum d'entente dans l'objectif de renforcer leur partenariat actuel, notamment pour développer les traitements d'oncologie et les bio-similaires, et évaluer les opportunités futures dans le cadre du développement de leurs activités respectives en Algérie. La P-dg du Groupe Sidal, Fatoum Akacem et le P-dg de Pfizer Pharm Algérie, Abderrahmane Mekerba, ont procédé à la signature de ce mémorandum d'entente en présence du ministre de l'Industrie, Ferhat Aït Ali Braham, du ministre de l'Industrie pharmaceutique, Lotfi Benbahmed et de représentants du ministère de la Santé et de la Population et de la Réforme hospitalière, du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et de représentants diplomatiques. Lors d'un point de presse en marge de cette cérémonie, M. Benbahmed a fait savoir que ce

mémorandum d'entente doit contribuer au développement de la production de médicaments à haute valeur ajoutée en Algérie, notamment en oncologie et dans les bio-similaires. "Porter l'Algérie en tant qu'axe technologique au niveau continental est basé sur l'innovation et le développement des infrastructures et des capacités, a-t-il dit, ajoutant que la promotion de la production locale et la maîtrise rationnelle de la facture des importations font partie des objectifs tracés par son département ministériel afin de répondre à la demande nationale en augmentation. Pour sa part, M. Ait Ali Braham a formulé le souhait de voir Pfizer Pharm Algérie réaliser des investissements encore plus importants sur le marché national contribuant ainsi avec les entreprises algériennes publiques ou privées à la relance de l'industrie pharmaceutique en Algérie. Cela, a-t-il expliqué, doit permettre au pays d'assurer sa souveraineté sanitaire et de répondre à la

demande nationale avec des produits fabriqués en Algérie. De son côté la P-dg du Groupe Sidal, Fatoum Akacem, a fait savoir lors de son allocution que la politique de développement du Groupe Sidal repose essentiellement sur l'élargissement de sa gamme de produits "que nous comptons enrichir grâce au partenariat". "Voilà pourquoi nous devons repenser nos partenariats afin de mieux répondre à nos ambitions de développement", a-t-elle souligné. Selon elle, le transfert de savoir et de technologie pour le Groupe public, constitue "la pierre angulaire de tous les partenariats futurs". "Avec cet accord, nous entamons une nouvelle étape dans notre collaboration avec le laboratoire Pfizer que nous espérons bénéficier pour les deux parties", a-t-elle indiqué. Lors de son allocution, le p-dg de Pfizer Pharm Algérie, Abderrahmane Mekerba, a salué "l'esprit de coopération, d'ouverture et de

concertation de la part du ministère de l'Industrie pharmaceutique et du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière pour créer des opportunités et un cadre adéquat pour réaliser ce type d'initiative". Il a également noté la volonté de Pfizer Algérie de réaliser des investissements à haute valeur ajoutée en Algérie sur le long terme à travers l'innovation. Pour rappel, les deux laboratoires, Sidal et Pfizer Algérie, sont partenaires depuis plus de 22 ans à travers une joint-venture, "Pfizer Sidal Manufacturing", créée en 1997. Depuis son entrée en production en 1998, le site met à la disposition des patients algériens des spécialités thérapeutiques fabriquées localement couvrant plusieurs domaines, notamment les maladies métaboliques et cardiaques, la santé mentale, les anti-infectieux, l'inflammation, la médecine interne, l'urologie et la douleur.

R.E

SITUATION ÉPIDÉMIOLOGIQUE EN ALGÉRIE

Un re-confinement plus sévère n'est pas exclu

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a agité, hier la carte d'une mesure "sévère" en cas de hausse du nombre de contaminations au coronavirus. Même si le vocable confinement n'est pas prononcé, il ne pourrait s'agir que d'une de ses formes.



La déclaration du Premier ministre est intervenue le jour même de la rentrée scolaire pour les cycles moyen et secondaire, au moment où les cas de contaminations semblent prendre une envolée inquiétante. D'où le rôle supposé des jeunes et moins jeunes dans la transmission du virus. Lors de l'inauguration du lycée "Chahid Reguig-Hamoud Ben Laid" à la nouvelle ville de Sidi Abdellah (Alger Ouest), M. Djerad a assuré, en s'adressant aux élèves de l'une des classes de cet établissement éducatif, que "l'objectif de la rentrée scolaire dans ces conditions sanitaires exceptionnelles et difficiles consiste à sensibiliser les élèves aux dan-

gers de la pandémie, qui est la responsabilité de tous, tout en estimant que la vie continue". Appelant les élèves à l'impératif respect des gestes barrières et du protocole sanitaire mis en place par le ministère de l'Éducation à cet effet et ce dans le souci de "préserver leur santé et celle de leurs familles", le Premier ministre a relevé l'importance du suivi quotidien de la situation sanitaire au niveau national et mondial. Au CEM du moudjahid Marzouk-Benyoucef, le Premier ministre a appelé les élèves à «cohabiter avec la pandémie de Covid-19, sans qu'elle n'ait d'impact sur leur scolarité, ni sur les programmes pédagogiques». Evoquant l'évo-

lution de la situation pandémique en Algérie, M. Djerad a souligné l'importance de l'accompagnement de «l'armée blanche (personnel médical) qui fait face à ce virus, en tentant d'alléger la pression» sur elle, imputant l'augmentation des cas positifs en Algérie au non-respect des gestes barrières. Evoquant le vaccin anti covid-19 que tous les laboratoires du monde s'attellent à sa préparation pour le premier semestre de l'année prochaine, M. Djerad a rappelé que «l'Algérie assurera, une fois le vaccin disponible, une distribution globale et complète à tous les citoyens, tous âges confondus».

Abir.N

MESSAOU BOUDIBA DU CNAPEST

L'année scolaire est menacée

Selon le porte-parole du Conseil national autonome du personnel enseignants du secteur tertiaire (Cnapest), Messaoud Boudiba, pour que l'année scolaire se déroule dans des conditions sûres et rassurantes en ces temps de pandémie, il faut que l'État prenne en charge les préoccupations des établissements scolaires. S'exprimant dans l'émission, « l'Invité du matin » de la chaîne Une de la Radio nationale, Boudiba a indiqué que la rentrée scolaire pour le primaire montrait un échec des autorités à prendre en charge les établissements, contrairement à l'implication totale des membres de la famille de l'éducation, des parents d'élèves et de certains

groupes caritatifs qui ont interagi avec la situation pour se préparer à une rentrée scolaire rassurante grâce à une stricte application du protocole sanitaire. Boudiba a prévenu quant au manque de capacités et une ambiguïté dans les horizons de cette situation. Le porte-parole du Cnapest a lancé à travers la radio un appel pour réunir les efforts et prendre la chose au sérieux, d'autant plus que certaines écoles ont enregistré des cas d'infection par le Coronavirus. Dans le même ordre d'idées, Boudiba a révélé que l'école algérienne avait enregistré il y a cinq ans une réduction du budget des établissements d'enseignement allant de 60 à

70% sous prétexte de rationaliser les dépenses, ce qui "laissait l'établissement d'enseignement face à son propre sort" comme il l'a décrit, soulignant que la situation financière des familles algériennes à l'heure actuelle ne sera d'aucun secours dans la fourniture des dispositifs de protection et de stérilisation. Boudiba a souligné que le défi auquel est confrontée la famille de l'éducation est de maintenir les écoles ouvertes au cours de l'année scolaire à la lumière de la flambée continue de l'épidémie de Covid 19, indiquant que la situation sanitaire compliquera davantage les choses en raison de la pénurie de la ressource humaine capable d'appliquer le prin-

cipe de répartition en groupe et de l'établissement de délais. Dans le même contexte, le porte-parole du Cnapest a expliqué que réduire le volume horaire et adapter les programmes n'est pas la solution et que pour surmonter la situation actuelle, la tutelle doit recruter, ce qui, selon lui, est la seule solution pour affronter les problèmes des établissements scolaires, notamment en ce qui concerne le problème de la surpopulation. Il a considéré par ailleurs que l'exploitation des plateformes électroniques dans le processus éducatif ne peut pas être suffisant, ni atteindre les résultats pédagogiques souhaités.

Id D.

Brèves

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

548 nouveaux cas, 230 guérisons et 10 décès

Cinq cent quarante-huit (548) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 230 guérisons et 10 décès ont été enregistrés en Algérie, a indiqué hier à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 59 527 dont 548 nouveaux cas, soit 1,2 cas pour 100 000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 1999 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 41 001, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19. En outre, 18 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 14 n'ayant enregistré aucun cas, alors que 16 autres ont enregistré plus de 10 cas. Par ailleurs, 50 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir. Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

R.N

TIZI-OUZOU

Huit élèves et un enseignant d'une école primaire confinés

Huit (8) élèves et un enseignant de l'école primaire Chahal-Ali du village Issehnou-nene, dans la commune Ait Oumalou, daïra de Larbaâ Nath Irathène, (une trentaine de kilomètres à l'est de Tizi-Ouzou), ont été placés en confinement par mesure de prévention contre le coronavirus (Covid-19). La décision a été annoncée par le P/APC de la Commune d'Ait Oumalou, Sofiane Mokhtari, dans un communiqué posté sur Facebook. Cette mesure a été prise à l'issue de la réunion de la commission de suivi de l'évolution de la pandémie Covid-19 de la commune d'Ait Oumalou. Sofiane Mokhtari a indiqué que les huit élèves et leur enseignant sont des sujets qui nécessitent une mise en quarantaine pour éviter tout risque de propagation du virus. Selon ce responsable, les mêmes mesures préventives ont été prises à l'égard de deux élèves de l'école primaire Kara-Boussad du village Afer-nakou, dans la même commune, et qui ont été, également, en contact avec des personnes infectées. « Un foyer pandémique est en train de se constituer à Ait-Oumalou », a alerté le maire d'Ait Oumalou qui a ajouté : « Cela nous impose, à tous, une vigilance extrême dans le respect des mesures sanitaires en vigueur », a-t-il préconisé.

R.N

PROCÈS EN APPEL DE TAHKOUT

Audition de membres de la famille

Le procès en appel de l'homme d'affaires, Mahieddine Tahkout, jugé avec des membres de sa famille et les anciens Premiers ministres Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, pour corruption, s'est poursuivi hier au niveau de la chambre pénale de la Cour d'Alger par l'audition de son fils Billal et de ses frères Nacer, Rachid et Hamid. Lors de son audition, l'accusé Hamid Tahkout a rejeté toutes les accusations portées contre lui, précisant qu'il ne gérait qu'une seule entreprise appartenant à son frère Mahieddine. L'accusé Nacer Tahkout a, lui, assuré n'avoir rien à voir avec l'entreprise de transport des étudiants et le marché conclu entre l'entreprise de Tahkout et l'Établissement de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA), réfutant un quelconque lien avec les ministres et responsables impliqués dans cette affaire. Après avoir nié toute implication dans des crimes de blanchiment

d'argent, l'accusé Billal Tahkout a assuré n'avoir aucun lien avec les entreprises de son père et les faits incriminés. Il a toutefois reconnu avoir obtenu un foncier agricole dans la wilaya d'El-Bayadh dont il s'est désisté volontairement en avril 2019, précisant qu'il investissait dans le secteur agricole loin des sociétés de son père. L'accusé Rachid Tahkout a, lui aussi, rejeté toutes les accusations portées contre lui, indiquant que "les appels téléphoniques qu'il recevait de responsables de l'Office national des œuvres universitaires (ONOU) lui parvenaient sur le téléphone de l'entreprise et non pas sur son téléphone personnel". Assurant qu'il n'avait aucun pouvoir décisionnel dans l'entreprise de transport de Mahieddine Tahkout, il a précisé en avoir démissionné en 2011 pour créer sa propre entreprise. L'accusé a également réfuté un quelconque lien avec l'an-

ancien ministre des Transports et des Travaux publics, Abdelghani Zaalane. Ce procès, qui a débuté le 28 octobre, se poursuivra dans l'après-midi par l'audition d'autres accusés. Le tribunal de Sidi M'hamed avait condamné le principal accusé à une peine de seize (16) ans de prison ferme assortie d'une amende de 8.000.000 DA. Rachid, Hamid et Billal Tahkout ont été condamnés à sept (7) ans de prison ferme assortie d'une amende de 8.000.000 DA chacun, tandis que Nacer Tahkout a été condamné à trois (3) ans de prison et de 8.000.000 DA d'amende. Le tribunal a également ordonné le gel de tous les comptes bancaires des sociétés de Tahkout, la confiscation du matériel et l'exclusion des marchés publics pendant 5 ans. Dans la même affaire, le tribunal avait condamné les anciens Premiers ministres Ahmed Ouyahia

et Abdelmalek Sellal à une peine de dix (10) ans de prison ferme et à 500.000 DA d'amende chacun, alors que l'ancien ministre de l'Industrie, Abdelham Bouchouareb, en fuite, a été écoupé d'une peine de vingt (20) ans de prison ferme assortie d'une amende de 2.000.000 DA. L'ancien ministre de l'Industrie, Youcef Youssif, et l'ancien wali de Skikda, Fauzi Belhocine, ont, eux, été condamnés à deux (2) ans de prison ferme chacun. L'ancien ministre des Travaux publics, Ammar Ghoul, a été écoupé de trois (3) ans de prison ferme, alors que l'ancien ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaalane, a été acquitté. Le tribunal de Sidi M'hamed avait également ordonné le versement au Trésor public d'un montant de 309 milliards DA à titre de dommages et intérêts.

APS

PRISE EN CHARGE DU CANCER

Baisser la garde risque de nous coûter cher

Le professeur Messaoud Zitouni a affirmé qu'il ne faut pas baisser la garde dans la prise en charge du cancer, en raison de la focalisation des efforts sur la lutte contre la pandémie du nouveau coronavirus, ce qui risquerait de coûter cher à la société à l'avenir, au moment où un responsable au ministère de la Santé a assuré que les centres anti-cancer "ne se sont pas arrêtés" depuis l'apparition de la pandémie.

Dans une déclaration à l'APS, le Pr Zitouni, chargé du suivi et de l'évaluation du plan national de lutte contre le cancer 2015/2019, a souligné "qu'il ne faut pas baisser la garde dans la prise en charge du cancer, au risque de coûter cher à la société durant les années à venir notamment l'augmentation de la mortalité", insistant sur l'importance de poursuivre les efforts dans le cadre du plan national de lutte contre le cancer, notamment en ce qui concerne «la relance du programme national de dépistage et de diagnostic organisés du cancer du sein».

Le spécialiste a insisté sur le cancer du sein, à l'occasion de la fin du mois d'octobre "rose", consacré par les Nations unies à la sensibilisation et à la lutte contre ce type de cancer «le plus répandu en Algérie qui enregistre 14 000 nouveaux cas, contre 50 000 à 55 000 cas enregistrés en 2019».

Pour sa part, le directeur général des structures sanitaires au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Pr Lyes Rahal, a assuré que les activités des centres anti-cancer (CAC) ne se sont pas arrêtées en raison de la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus, affirmant que «depuis l'apparition du virus en Algérie, aucun service de ces centres n'a été dédié à la prise en charge de la Covid-19». Il a affirmé que «le cancer était et demeure parmi les priorités du secteur» qui veille à améliorer la qualité des services en faveur des patients et à les rapprocher des citoyens, à travers l'ouverture de plusieurs centres spécialisés dans le but d'assurer une plus large couverture à l'échelle nationale. Le Pr Zitouni a souligné que le programme national de dépistage et de diagnostic du cancer du sein a montré «son efficacité», appelant à doter les spécialistes supervisant ce programme de tous les moyens nécessaires pour sa réussite dans le futur.

Les résultats de l'application et de l'évaluation de ce programme a montré plusieurs faiblesses liées essentiellement à la bureaucratie qu'il convient d'éradiquer pour assurer de bons résultats dans ce domaine, a-t-il ajouté. D'autre part, le même expert a estimé que le dépistage et le diagnostic précoces de ce type de cancer à ses débuts (c'est-à-dire avant que la tumeur n'atteigne une taille importante) permet de procéder à un traitement facile, rapide et peu coûteux qui est parfois suivi d'une intervention chirurgicale complétée par une chimiothérapie et une radiothérapie dans très peu de cas.

Le Plan national de lutte contre le cancer a ciblé le cancer du sein en mettant en place un programme national de dépistage et de diagnostic précoces, en coopération avec un groupe d'experts et d'associations. Après deux ans de travail, ils sont parvenus à établir une feuille de route ciblant "5 régions pilotes à savoir Tipaza, Laghouat, Biskra, Tlemcen et Constantine". Les Centres de Tlemcen et de Constantine ont coopéré avec la Caisse nationale des assurances sociales (CNAS) qui a lancé depuis 2010



une opération de dépistage précoce au profit des femmes assurées et des ayants-droit, dans ces régions à travers le diagnostic de la tumeur qui peut affecter le sein au moyen d'un appareil de mammographie. A cet égard, il a insisté sur l'impératif pour chaque femme âgée de 40 ans et plus de subir des examens mammographiques tous les deux ans sans interruption jusqu'à 70 ou 75 ans pour prévenir le cancer du sein ou le prendre en charge tôt en cas de détection". Pour le

Pr. Zitouni, le diagnostic et le dépistage précoces sans programme préalable, ni feuille de route "outre le fait qu'ils ne donnent pas de bons résultats, ils peuvent être dangereux pour la santé des femmes atteintes", et ce contrairement "au dépistage organisé qui a donné des résultats probants en évitant à la patiente l'ablation du sein". "Bien que des progrès significatifs aient été enregistrés en matière d'amélioration de la prise en charge du cancer en général et du cancer du sein en particulier à travers notamment le lancement du Registre national et l'ouverture de plusieurs centres de traitement pour assurer une large couverture pour toutes les régions du pays en sus du renforcement des campagnes de formation et de sensibilisation, certains obstacles subsistent encore sur le terrain". Il

s'agit de l'organisation des rendez-vous de radiothérapie et du retard enregistré dans le lancement de recherches et d'enquêtes scientifiques sur la propagation de cette maladie chez une tranche d'âge jeune allant de 35 à 49 ans, contrairement aux femmes européennes qui y sont exposées à l'âge de 55 ans et plus.

Le recours des malades aux thérapies traditionnelles, à l'origine du retard du traitement et des complications

Entre autres obstacles entravant un bon traitement, les spécialistes ont cité le recours des malades au dépistage et aux analyses médicales à un stade avancé de la maladie, ce qui rend difficile la prise en charge de la maladie et la possibilité de baisser le taux de mortalité, outre le recours de certaines patientes aux thérapies traditionnelles, à l'instar de l'herboristerie, des pratiques contre lesquelles les oncologues mettent en garde. Les spécialistes dans le domaine de la prise en charge et de la lutte contre le cancer ont exprimé leur souhait de "trouver une solution au problème lié aux rendez-vous de chimiothérapie à travers le lancement par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière d'une plateforme numérique pour l'organisation et la répartition

des rendez-vous entre les différents centres de soins et ce en vue de désengorger les deux centres de lutte contre le cancer, à savoir : Blida et le Centre Pierre et Marie Curie (CPMC) d'Alger. Concernant la sensibilisation à l'impérative prévention du cancer du sein, plusieurs institutions nationales, soutenues par des campagnes lancées par des associations, avaient pris l'initiative d'aider les malades en sillonnant les différentes régions du pays pour sensibiliser les femmes aux risques de cette maladie et accompagner les spécialistes dans le cadre de la clinique mobile pour le dépistage précoce au niveau des wilayas pilotes. Les spécialistes ont mis l'accent, dans ce sens, sur l'impératif de procéder à un auto-dépistage du sein et des zones environnantes, estimant que cette opération, facile et peu coûteuse, permet de sauver des vies. Sur le plan du traitement, les spécialistes ont plaidé pour la prescription de médicaments novateurs qui ont contribué, dans les pays où ils sont utilisés, à "améliorer la qualité de vie des malades et classer cette maladie parmi les maladies chroniques". Pour rappel, le cancer du sein coûte à l'Etat, au premier stade de la maladie, 300 000 Da/cas et près de 5 millions Da à des stades avancés.

APS

ALGERIE-UE

Clôture du programme d'appui à la modernisation de l'ANEM

Le Programme d'appui à la mise en œuvre de l'accord d'association Algérie-UE, dans son volet consacré à la modernisation de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM), a été clos hier à Alger résultant notamment sur le renforcement des offres de service dont les services à distance de l'Agence. Via un jumelage entre l'ANEM et l'agence française de l'emploi "Pôle Emploi", débuté en 2018 et financé à hauteur de 1,2 million d'euros, ce programme a permis de mettre en œuvre trois axes principaux : le développement des services à distance de l'ANEM, le renforcement de ses outils ainsi que le développement des compétences de ses personnels, a fait savoir la cheffe de projet et directrice centrale au sein de l'ANEM, Kheira Feddal, lors d'un point de presse en marge de la cérémonie de restitution des

résultats du programme.

"A l'ANEM, nous avons un système d'information qu'on a voulu améliorer à travers ce projet en évaluant ce système et en étudiant les possibilités qu'il intègre de nouvelles offres de service en guise de premier axe", a-t-elle expliqué. Selon elle, le deuxième axe concerne le renforcement des outils de l'Agence à travers la formation d'un corps de conseillers accompagnateurs à l'organisation. Le troisième axe concerne les ressources humaines, pour lesquelles un plan de formation a été établi comme méthode permettant le développement des compétences des personnels de l'ANEM.

Pour sa part, le directeur général de l'ANEM, Abdelkader Djabeur, a fait savoir lors de son allocution que ce programme a permis à l'ANEM de concrétiser les principales mesures de son programme de modernisa-

tion, notamment via un plan de travail devant permettre de moderniser ses services "grâce un programme de formation visant à hisser le professionnalisme de ses cadres et d'améliorer leurs capacités pour assurer une meilleure efficacité en accord avec les exigences de gestion du secteur de l'emploi".

Un programme en accord avec les priorités du gouvernement visant la promotion de l'emploi

De son côté, l'ambassadeur et chef de la délégation de l'Union européenne en Algérie, John O'Rourke, a rappelé que ce projet a permis un échange entre spécialistes de l'emploi français de "Pôle emploi" et leurs homologues algériens de l'ANEM en accord avec les priorités du gouvernement algérien visant la promotion de l'emploi et la lutte contre le chô-

mage. "L'ANEM joue un rôle clé dans cette dynamique, (...) Les services de l'ANEM disposent d'outils performants, consolidés grâce aux résultats probants du jumelage pour permettre à tout citoyen sur tout le territoire national d'obtenir l'information nécessaire concernant le marché du travail et d'accéder aux services de conseil, d'orientation ou d'accompagnement", a-t-il indiqué. Intervenant au cours de cette réunion, le sous-directeur du partenariat avec l'UE au ministère des Affaires étrangères, Saïd Meziane, a estimé que ce programme aura permis de développer les services à distance de l'ANEM et de consolider son management, "des aspects qui figurent parmi les priorités communes entre l'Algérie et l'UE". "Ce jumelage entamé en 2018 a permis de compléter les résultats déjà atteints en terme de système d'infor-

mation en réseau sur tout le territoire national pour développer les statistiques de l'emploi", a-t-il noté, formulant le souhait du département ministériel qu'il représente de voir les résultats pérennisés dans l'intérêt du renforcement de la coopération et du partenariat entre l'Algérie et l'UE. Pour sa part, le directeur national du programme P3A, Abderrahmane Saadi, il a fait savoir que pour professionnaliser sa gestion des ressources humaines, l'ANEM s'est dotée d'un manuel de gestion permettant de déconcentrer cette gestion sur les différentes wilayas du pays. "L'ANEM s'est aussi dotée d'un outil de recensement et d'identification des besoins en information, de cartographies des ressources formatives et de mallettes pédagogiques visant la formation des futurs chargés d'organisation", a-t-il énuméré.

APS

SAMY AGLI (PRÉSIDENT DE LA CAPC)

“La situation économique est très compliquée”

« Nos entreprises sont en train de fermer l'une après l'autre », c'est ce qu'a déclaré hier Samy Agli, président de la Confédération algérienne des patrons citoyens (CAPC).



Présent à l'émission L'Invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio algérienne, Samy Agli tire la sonnette d'alarme en affirmant que notre économie est en train de s'effondrer. « Aujourd'hui, la réforme économique n'est pas un choix mais une obligation. La situation est compliquée et nous la ressentons de jour en jour », dit-il. Toujours alarmant, il a affirmé qu'on est en train de perdre des acquis et qu'« il y a vraiment le feu à la maison ». Parlant de la réforme économique, il a indiqué qu'il faut reprendre l'économie avec d'autres réflexes, « avec une dé-bureaucratisation réelle qui sera ressentie sur le terrain, non au niveau déclaratif. La réforme est, donc, vitale aujourd'hui pour notre économie, fait-il savoir, en indiquant que « la situation nous impose une réforme profonde et un autre modèle économique pour se projeter dans l'avenir et surtout, savoir être réaliste

tout en réagissant vite face à cette crise qui est en train d'effondrer des ponts entiers de l'économie ». Avant de prendre en compte tous ces points, on doit d'abord sauver nos entreprises qui commencent à ressentir le poids de la crise, fait-il remarquer et d'ajouter « nous avons des signaux très négatifs » venant des sociétés qui existent depuis des années ayant les moyens de payer leurs engagements. Selon lui, il y a des secteurs sensibles qui nécessitent réellement un électrochoc pour une reprise rapide. « On ne peut prétendre à un avenir économique meilleur sans cette relance économique, tant demandée par les Algériens », estime-t-il. La bureaucratie est une réalité amère et est notre ennemi numéro un, et ce, depuis plusieurs années déjà. « Cette bureaucratie est plus puissante aujourd'hui que jamais et bloque beaucoup de créateurs de richesse », regrette

L'invité, tout en appelant à l'impératif de débureaucratiser les actes de gestion et d'investir. Citant l'exemple des demandes d'autorisation pour exploiter ou investir, Samy Agli dit qu'« il faut arrêter, tout de suite, avec ces demandes dont beaucoup restent sans réponses ». « Des entreprises sont aujourd'hui à l'arrêt, à cause de ce fameux document. La réalité est là, l'entreprise vit des moments très sombres et très durs », déplore-t-il. L'orateur estime, à la fin de son propos que « les mesures prises par le gouvernement ne sont pas assez ou n'ont pas été carrément réalistes, à cause, bien sûr, de la bureaucratie ». « Il faut trouver les moyens comment accompagner nos entreprises et arrêter toutes pénalisations », recommande-t-il et de suggérer « une année blanche sur le plan fiscal et parafiscal ».

Id D.

PDG DE LA SONATRACH

Le champ de Hassi R'mel maintiendra sa production pendant 10 ans

Dans un communiqué publié sur sa page Facebook, le groupe Sonatrach a indiqué que Tawfik Hakkar, Président-Directeur général, a inspecté, hier, le projet de la station sud de compression de gaz, à Hassi R'mel pour le boosting de gaz, dont les travaux sont en voie d'achèvement pour la mise en service. Cette visite de travail a été l'occasion de saluer les efforts considérables consentis par les porteurs de projet de la maison mère et de ses filiales pour poursuivre la réalisation du projet pendant cette crise sanitaire qui a contraint l'entreprise contractante à réduire au minimum la présence de ses experts. Après avoir écouté une présentation détaillée sur le projet stratégique par le directeur régional, Baali Mohamed El-Seghir Redha, et le chef de projet Loucif Youcef, le PDG de Sonatrach a partir de la salle de contrôle menée des derniers équipements techniques et numériques, a fait fonctionner les quatre unités qui composent cette station.

Ce projet se compose de trois stations, nord, centre et sud, contenant chacune respectivement quatre unités, dix unités et quatre unités de compression de gaz, avec une capacité de traitement estimée à 43 millions de mètres cubes par jour pour la station nord, 110 millions de mètres cubes par jour pour la station centre et 37 millions de mètres cubes par jour pour la station sud, précise le même communiqué. Le taux d'avancement des travaux dans les usines du nord et du centre a dépassé les 99% et entrera en service au premier trimestre de l'année prochaine, ce qui permet de maintenir le niveau de production de ce champ pendant une dizaine d'années.

R.E

PASSAGE DE LA FRONTIÈRE EN VÉHICULES

Ce qu'il faut savoir sur la nouvelle taxe

Selon l'agence officielle APS, plusieurs membres de la Commission des finances et du budget se sont opposés à l'institution de cette taxe qui ne prend pas, selon eux, en ligne de compte la réalité sociale dans ces zones frontalières, outre son impact sur la dynamique économique dans ces régions. « Cette taxe ne pourra pas mettre un terme au phénomène de la contrebande, celle-ci se déroulant généralement en dehors des postes frontaliers officiels », ont-ils argué, selon la même source.

Le ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar, a donné, ce mardi, des explications au sujet de l'application d'une taxe sur la consommation des carburants des véhicules et camions à chaque sortie des frontières du pays, proposée dans le projet de loi des finances 2021. Le ministre a expliqué que cette taxe « n'éliminera pas le phénomène de la contrebande mais limitera les pertes qu'elle engendre », assurant que « cette taxe n'aura pas d'impact sur le citoyen lambda ». Selon l'article 79 du PLF 2021, les tarifs de cette taxe sont appliqués comme suit : 2500 DA

pour les véhicules touristiques, 3000 DA pour les véhicules utilitaires et camions moins de 10 tonnes et 10 000 DA pour les camions de plus de 10 tonnes ainsi que les bus. Cette taxe, selon Abdelmadjid Attar, limitera les pertes issues de la contrebande de cette matière subventionnée, a expliqué le ministre lors de son audition par la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) dans le cadre du débat du projet de loi de finances (PLF) 2021, rapporte l'agence officielle APS.

L'ALGÉRIE A IMPORTÉ PRÈS DE 2000 MILLIARDS DE DA DE CARBURANT ENTRE 2010 ET 2019

Expliquant cette nouvelle taxe proposée par le ministère de l'Énergie, M. Attar a fait savoir que les ventes du carburant dans les wilayas frontalières représentent 14 % du total des ventes nationales. Concernant le gasoil, sa consommation dans les wilayas frontalières et les wilayas limitrophes représente 70 % de la consommation nationale, a ajouté le ministre qui a rappelé que l'Algérie a importé près de 2000

milliards de DA de carburant entre 2010 et 2019. M. Attar a mis l'accent dans ce cadre sur l'impératif de rationaliser la consommation du carburant, de limiter son importation qui coûte au Trésor public des sommes colossales, et d'accroître les recettes de l'État, tout en œuvrant à réduire les aides de l'État en faveur de la Sonatrach.

SUBVENTIONS AUX CARBURANTS IMPORTÉS : DES DETTES S'ÉLEVANT À 897 MILLIARDS DA DURANT LA PÉRIODE 2015-2020

Par ailleurs, le ministre de l'Énergie a dévoilé que le montant des dettes représentant les subventions des prix de carburants importés durant la période 2015-2020 qui s'est élevé à près de 897 milliards DA, dont 145 milliards en 2020. Selon le ministre, Sonatrach, à elle seule, a payé, jusqu'à ce jour, un montant de 53,4 milliards DA aux unités de dessalement de l'eau de mer « sans aucune compensation en contrepartie », a-t-il dit. Interrogé par ailleurs sur la loi sur les hydrocarbures, adoptée fin 2019, le ministre a précisé que la loi n'a pas eu encore d'effets sur le

terrain, ses textes d'application n'ayant pas encore été publiés. Sur ce point, il dira que l'élaboration de ces décrets a débuté dès le 26 juillet dernier, et a été confiée à des commissions spécialisées comptant 65 cadres. Plus précis, il a expliqué que 30 textes avaient été finalisés, dont 27 textes d'application soumis au Secrétaire général du Gouvernement (SGG), avant de réitérer son engagement à parachever l'ensemble des 43 décrets d'ici fin 2020. Cette étape sera suivie d'une campagne internationale en vue de convaincre les compagnies pétrolières d'investir en Algérie, et ce dans le but de compenser les réserves, soit à travers l'exploration de nouveaux gisements ou la modernisation des gisements existants et l'utilisation des nouvelles technologies en la matière.

RÉSERVES DE L'ALGÉRIE EN PÉTROLE

Rassurant quant aux réserves du pays en pétrole qui restent suffisantes d'ici 2040, le ministre a, toutefois, mis en garde que la rente pétrolière diminuerait fortement, à partir de 2026,

avec l'orientation des réserves actuelles vers la consommation intérieure et la réduction du volume d'exportations, n'excluant pas la possibilité de surseoir à tout cela jusqu'à 2032 si de nouveaux gisements sont exploités. Commentant ses précédentes déclarations concernant l'initiative Desertec, « un projet qu'il faudra oublier », M. Attar dira que ses propos ont été mal interprétés, en ce sens qu'il visait par là, la première version du projet, présentée en 2009. Ce projet a connu, depuis, des « avancées considérables », affirme le ministre, rappelant que les relations entreprises avec l'initiative industrielle allemande « Desertec » suivent leur cours, d'autant plus que l'Algérie est favorable à tout partenariat à même de promouvoir les énergies renouvelables.

RAFFINERIE D'AUGUSTA

Par ailleurs, M. Attar a refusé de commenter l'acquisition par Sonatrach de la raffinerie « Augusta » en Italie, « l'affaire étant au niveau de la Justice », a-t-il dit, faisant savoir que la structure continue, cependant, à fonctionner.

R.E



BORDJ BOU ARRERIDJ

610 millions de dinars pour la réhabilitation du réseau routier

Une enveloppe financière de l'ordre de 610 millions de dinars a été mobilisée pour la réalisation d'une vaste opération de réhabilitation et de modernisation des routes principales et secondaires de la ville de Bordj.

Bou Arreridj ainsi que 22 groupements d'habitat, apprend-on mardi auprès des services de l'assemblée populaire communales (APC).

"Le réseau routier ciblé dans le cadre de cette opération se trouve dans un état de dégradation en raison des effets du trafic,

du climat et des travaux de raccordement aux différents réseaux", a expliqué la même source, ajoutant que "la concrétisation de cette opération permettra d'améliorer l'environnement urbain de cette collectivité locale".

Ce projet a été scindé en deux parties, a détaillé la même source, précisant que la première pour laquelle une enveloppe financière de 350 millions dinars a été allouée, concernera les quartiers d'El Ha-daek, Abdelmoumen, 5 juillet, 500 logements, El Karia Chamalia, le secteur A,

le secteur "B-S" et les lotissements Fatemi et Affan et 226 lots.

La deuxième partie, ayant nécessité la mobilisation d'un montant de 260 millions de dinars, comprendra la réhabilitation de plusieurs quartiers, à savoir 12 hectares, 8 mai 1945, Essouk, 1er novembre (ex El-Djebas), El Bordj Ekadim, Emir Abdelkader, les lotissements Belbaabouche et les lots 560, 264, 295, 106.

Cette vaste opération a été financée dans le cadre du fond de solidarité et de garantie des collectivités locales, a-t-on souligné.

TÉBESSA (RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ)

Début de raccordement de milliers de foyers des zones d'ombre

Des projets de développement pour le raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz de milliers de foyers situés dans des zones d'ombre de la wilaya de Tébessa ont été lancés, a annoncé la chargée de l'information de la Concession de distribution d'électricité et de gaz, Nardjas Ben Arfa. Des budgets conséquents ont été mobilisés pour le raccordement de milliers de foyers des zones d'ombre à travers les 28 communes de la wilaya aux réseaux d'électricité et de gaz pour améliorer les conditions de vie des populations ciblées conformément aux orientations des hautes instances du pays, a affirmé à l'APS la responsable. S'agissant du raccordement au réseau d'électricité, les services de la concession de Tébessa ont programmé 319 opérations pour le raccordement de 41.663 foyers, dont 79 sont en cours de réalisation, alors que les études techniques de 147 projets sont en élaboration, a-t-elle détaillé. Concernant l'électricité agricole, les mêmes services ont programmé, selon Mme Ben Arfa, 5 projets pour le raccordement de 10 forages profonds situés dans diverses communes en vue d'encourager la diversification de la production agricoles et soutenir les agriculteurs. Par ailleurs, les services de la concession de distribution d'électricité et de gaz de Tébessa ont lancé 53 projets de raccordement au réseau de gaz naturel sur un linéaire dépassant 142 km et un réseau de distribution de plus de 347 km au profit de 8.187 foyers pour un investissement de plus de 378 millions DA, a poursuivi la responsable.

SÉTIF (COVID-19)
Relâchement dans le respect des mesures de prévention

Les enquêtes réalisées par la Direction de la santé et de la population (DSP) de la wilaya de Sétif ont révélé "un relâchement" dans le respect des mesures de prévention contre la propagation du Covid-19 à travers l'ensemble des communes de la wilaya, a indiqué mardi le chef du service de prévention et d'épidémiologie, Dr. Liamine Koussa. Ce phénomène de relâchement a été observé dans les 60 communes de la wilaya et cela peut constituer une source de risque dans les 10 ou 15 prochains jours, a soutenu M. Koussa dans son intervention au cours d'une rencontre de sensibilisation ayant réuni le wali avec les représentants de la société civile à la maison de la culture Houari Boumediene. La prévention notamment par le port de bavette et la distanciation corporelle demeure l'unique voie pour ne pas se retrouver au point de départ lorsque les hôpitaux étaient remplis de malades, a relevé le même responsable. De son côté, Dr. Mourad Sana, chef du service des activités sanitaires et pharmaceutiques et chargé du dossier Covid-19 a indiqué que ce virus diffère des autres virus, d'aurant qu'il ne se limite pas à une seule catégorie et le seul moyen pour faire face réside dans la conscience et le sens de responsabilité de tout un chacun. Le wali de Sétif, Kamel Abla a indiqué que la concertation est en cours avec les spécialistes concernés en vue de prendre des décisions et des mesures adéquates et a rappelé les répercussions négatives du confinement sur le plan social mais aussi économique.

MILA (RÉSEAU DE FIBRE OPTIQUE)
Raccordement de plus de 9.900 foyers

Pas moins de 9.963 foyers dans la wilaya de Mila ont été raccordés au réseau de fibre optique permettant aux clients de bénéficier d'un service Internet haut débit, a-t-on appris mardi du directeur opérationnel d'Algérie Télécom de Mila, Adel Rachid.



La technique FTTH (fibre to home ou fibre jusqu'au domicile) "est actuellement disponible pour les clients d'Algérie Télécom" à travers 11 communes et 38 groupements d'habitations (9.963 foyers raccordés au réseau de fibre optique), a indiqué à l'APS le responsable de d'Algérie Télécom. Le projet FTTH avait été lancé en 2018 à Mila, a rappelé M. Rachid, précisant que sa concrétisation se fait par étapes dont la première

(2018-2019) a vu le raccordement au réseau de fibre optique de 7.019 foyers répartis sur 22 quartiers relevant de neuf communes dont Sidi Merouane, Grarem Gouga, Ain Melouk, Telaghma et Em Mechira. La deuxième étape du projet, dont les travaux sont en cours, a ciblé 2.944 foyers répartis sur 16 quartiers dont de nouvelles agglomérations relevant des communes déjà ciblées par la première phase, en plus d'autres cités relevant des communes de

Mila et de Ferdjioua. Le directeur opérationnel d'Algérie Télécom de Mila a ajouté que les travaux se poursuivent pour couvrir 6.187 autres foyers concernés par le raccordement à la technologie FTTH dans sa seconde phase. Concernant la troisième étape, devant être lancée en 2021, il est prévu, en plus du raccordement au réseau fibre optique des foyers situés dans des quartiers groupés, l'extension de la fibre optique aux lotissements et quartiers dont le

réseau internet a subi des dégradations, a indiqué Adel Rachid, précisant qu'il sera procédé, dans ce cadre, à l'entretien des réseaux ou au remplacement du réseau en cours par des fibres optiques. Selon le directeur opérationnel d'Algérie Télécom de Mila, le projet FTTH permettra aux clients ciblés de bénéficier d'un service internet performant de haut débit pouvant atteindre jusqu'à 100 Mégas, garantissant un service de qualité à un prix similaire à celui appliqué pour le réseau ordinaire.

BLIDA
Prévision de production de plus de 4,3 millions de qx d'agrumes

Une production prévisionnelle de près de 4,3 millions de quintaux d'agrumes est attendue durant la campagne agricole 2020/2022, dans la wilaya de Blida, a-t-on appris auprès du directeur local des services agricoles, Belaid Mohamed Mokhtar. Selon les prévisions de la direction des services agricoles de la wilaya, la production d'agrumes (toutes variétés confondues), devrait avoisiner, durant cette campagne, les 4.300.000 qx, soit une légère hausse de 100 000 qx comparativement à celle de la campagne écoulée, a indiqué à l'APS M. Belaid. Ce même responsable a fait savoir que la production lo-

cale d'agrumes a triplé ces dernières années, grâce, a-t-il dit, "au rajeunissement des vergers d'agrumes" relevant que "plus de 40% des arbres du verger d'agrumes de la wilaya sont âgés et ont jusqu'à 70 ans". L'entrée en production des jeunes arbres plantés durant les deux dernières années, assurera à la prochaine campagne agricole, une "hausse qualitative et quantitative" de la production d'agrumes, a-t-il dit, prévoyant un "rendement de 700 qx/ha, contre 250 qx/ha avant le rajeunissement des vergers". Outre cette hausse du rendement, des efforts sont, également, menés en laboratoire, en vue d'améliorer la qualité

de la production, et ce par l'adoption des dernières technologies susceptibles de garantir une fructification sur une période plus longue, allant d'octobre jusqu'à juillet, a-t-il dit. Parallèlement à cela, ces efforts portent aussi sur la diversification de la production de manière à en exporter une partie, tout en destinant une autre à l'agro-alimentaire, selon les explications du directeur local des services agricoles. M. Belaid a signalé, à ce propos, que l'opération d'exportation d'agrumes à partir de la wilaya vers de nombreux pays lancée l'année dernière, se poursuivra cette année.



BOUMERDES

Radiation de près de 2.400 artisans du registre de la Chambre d'artisanat et des métiers

Près de 2.400 artisans, (dont 440 femmes), ont été radiés du registre de la Chambre d'artisanat et des métiers (CAM) de Boumerdes, depuis 2011, pour divers motifs, a-t-on appris, mardi, auprès du directeur du tourisme, de l'artisanat et des métiers de la wilaya, Ouerdi Laabidi.



Sur ce total d'artisans radiés, plus de 600 actaient dans l'artisanat de services et d'art", a-t-il indiqué, à l'APS, en marge d'un salon de l'artisanat et des métiers, tenu depuis sept jours au chef lieu de la wilaya, et qui se poursuivra jusqu'au 17 novembre courant. "L'opération de radiation de ce nombre d'artisans, par la CAM de Boumerdes, est inscrite au titre de l'assainissement de son registre", a ajouté le responsable, signalant que les artisans radiés ne bénéficient plus des avantages et aides assurés par sa structure aux membres affiliés au registre de la CAM

locale. A l'origine de ces radiations, M. Ouerdi a cité principalement la disparition de certains métiers artisanaux (dont celui d'horloger), le changement d'activité, des problèmes rencontrés par des artisans avec les services des impôts et des assurances sociales, la fin de validité du registre de commerce et le non renouvellement de leurs cartes d'artisan depuis des années. Suite à cette opération d'assainissement, la CAM de Boumerdes compte près de 7.122 artisans affiliés, dont 4.740 activant dans l'artisanat de production, de services, et d'art. S'agissant des arti-

sans adhérents à la CAM, la majorité d'entre eux activent dans des unités à caractère familial, au niveau des communes de Beni Amrane, Souk El Hed, Thenia, Dellys, et Afir notamment. Les métiers artisanaux les plus réputés à Boumerdes sont la vannerie, la maroquinerie, dont la confection de chaussures notamment, les habits traditionnels, la poterie, la céramique, et les objets d'art. Une quarantaine d'artisans de Boumerdes et de wilayas voisines, prennent part à ce salon de l'artisanat, organisé à la place publique du centre ville, à l'initiative de la

CAM locale. L'événement englobe de nombreux stands d'exposition dédiés à la vente et promotion de différents produits de l'artisanat local et de produits du terroir, dont l'huile d'olive, le miel et dérivés, les figues sèches, outre différents plats et gâteaux traditionnels, des habits traditionnels, des bijoux et autres. D'autres stands ont été, également, consacrés à la promotion des prestations des différents dispositifs de soutien à l'emploi de jeunes et de la sécurité sociale, au même titre que des réalisations de jeunes artistes plasticiens.

Brèves

ORAN

Recrutement de plus de 450 enseignants des trois paliers

Le secteur de l'éducation dans la wilaya d'Oran a été renforcé par le recrutement de 453 nouveaux enseignants des trois paliers au titre de l'année scolaire 2020-2021, a-t-on appris mardi du directeur de l'éducation. Le recrutement a été fait à partir des listes d'attente de candidats ayant passé les concours en 2017 et 2018 et en recourant à des diplômés des écoles supérieures, a indiqué Slimani Arezki. Le cycle moyen s'est doté de 230 enseignants des langues arabe, anglaise et française, des sciences naturelles et d'histoire géographique. Les autres postes concernent 203 instituteurs du primaire en langue arabe et 20 en cycle secondaire.

MASCARA

Lancement d'un programme de traitement des bassins versants

La conservation des forêts de la wilaya de Mascara a lancé récemment un programme de traitement des bassins versants contre l'érosion, a-t-on appris mardi du chef de service extension du patrimoine forestier, Mohamed Tama. Ce programme qui s'étale sur 36 mois, a indiqué le chef de service extension du patrimoine forestier, comporte la plantation de 150 hectares d'arbres forestiers, 50 ha d'arbres fruitiers et la mise en valeur des terres sur une superficie de 100 ha. Des travaux d'ouverture de pistes rurales sont programmés, de même que l'aménagement de cinq points d'eau et de terrasses sur une superficie de 25 ha, a-t-il fait savoir. Doté d'une enveloppe de 276,5 millions DA, dégagée du fonds national de développement rural, le programme de la conservation des forêts de la wilaya de Mascara vise à protéger les bassins versants contre l'érosion, à réduire l'envasement des barrages, à étendre les espaces boisés et à désenclaver les zones rurales, en plus de fertiliser des terres et fournir de l'eau à la population.

NÂAMA (ZONES D'OMBRE)

Lancement d'une caravane médicale bénévole

Le coup d'envoi d'une caravane médicale bénévole multidisciplinaire au profit des populations des zones d'ombre de la wilaya de Nâama a été donné mardi dans la commune de Sfis-sifa. Placée sous le slogan "La route vers la prévention", cette caravane prévoit des consultations, des analyses de laboratoire et des interventions chirurgicales pour des patients habitant les zones isolées et éloignées de la wilaya, par un personnel médical et paramédical, a indiqué Benmabrouk Cheikh, vice-président du Réseau de la jeunesse algérienne, initiateur de cette action de solidarité en coordination avec le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, en marge de la cérémonie du coup d'envoi présidée par le wali de Nâama, Idris Meddeb. La caravane, qui sillonnera cinq jours durant les zones d'ombre dans la wilaya, est composée de spécialistes en chirurgie générale, ophtalmologie, urologie, pédiatrie, gynécologie obstétrique, traumatologie, neurologie, cardiologie, endocrinologie et diabétologie. La wilaya de Nâama est la septième et dernière étape pour cette caravane médicale bénévole destinée aux zones d'ombre des Hauts plateaux et du Sud du pays, qui intensifiera également l'aspect préventif et de sensibilisation contre les maladies chroniques tels le diabète et l'hypertension artérielle, et contre la pandémie du Covid-19, en plus des rencontres de formation pour les corps médicaux et paramédicaux locaux, selon la même source. Cette caravane médicale de solidarité et de volontariat est arrivée à Nâama en provenance de la wilaya d'El-Bayadh, après avoir sillonné plusieurs zones reculées des wilayas de Biskra, M'sila, Djelfa, Laghouat et Bordj Bou Arreridj.

TISSEMSILT

Lancement d'un programme "Révolution et mémoire nationale" au profit des scouts

Le commissariat des Scouts musulmans algériens (SMA) de Tissemsilt a lancé mardi un programme sous le slogan "La révolution et la mémoire nationale" destiné aux éléments des faoujds (groupes) scouts, a-t-on appris du commissaire de wilaya des SMA Mohamed Gabi. Elaboré en coopération avec le musée de wilaya du Moudjahid dans le cadre de la célébration du 66e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution pour la libération du pays, le programme comporte des visites au musée et aux monu-

ments et sites témoins de la guerre de libération nationale dans la région, dont le centre de torture érigé par le colonisateur français à "Ain Sfa" et le cimetière de "Bab El Bakouche" où reposent 1.242 chouhada, a indiqué M. Gabi. S'étalant sur 15 jours, le programme prévoit également des colloques et des conférences qui seront animés par des universitaires spécialisés en histoire de la glorieuse guerre de libération nationale et de moudjahidine de la région. Il est également question de la distribution de brochures et dépliants aux adhé-

rents des groupes de scouts sur la biographie de chouhada de la région et les batailles dans la wilaya durant la guerre de libération nationale. En outre, les organisateurs prévoient la projection de documentaires traitant d'événements importants dans la région de l'Ouarsenis durant la glorieuse guerre de libération nationale, en plus de l'organisation d'ateliers au siège des faoujds scouts pour faire connaître les martyrs de la région dont le chef de la Wilaya IV historique, chahid Djillali Bounaama.

DOPAGE

Mamadou Sakho gagne son procès



C'est évidemment une revanche pour Mamadou Sakho, même si le préjudice subi ne sera jamais vraiment réparé. Contrôlé positif à un brûleur de graisse en mars 2016 après un huitième de finale retour de Ligue Europa avec son club de Liverpool contre Manchester United, le défenseur avait dans un premier temps été blanchi par l'UEFA. Mais sa fin de saison avait été tronquée : l'ancien joueur du PSG avait manqué la

finale de C3 des Reds et n'avait pas été retenu dans la liste des 23 Français pour l'Euro. Ce mercredi, l'Agence Mondiale Antidopage a reconnu son erreur et annonce qu'elle paiera des dommages et intérêts à Sakho. "L'AMA admet qu'elle n'aurait pas dû faire les allégations diffamatoires qu'elle a formulées dans le premier communiqué de presse et le deuxième communiqué de presse étant donné que M. Sakho

avait été acquitté par l'UEFA. L'AMA reconnaît que M. Sakho n'a pas enfreint le règlement antidopage de l'UEFA, n'a pas triché et n'a eu aucune intention de tirer avantage de ce qu'il a fait et a fait preuve de bonne foi. L'AMA regrette les dommages causés à Monsieur Sakho par ses propos diffamatoires concernant sa réputation et la détresse, l'embarras et la douleur causés", est-il indiqué dans le communiqué de l'instance.

Brèves

FOOT/BRÉSIL

Felipe et Diego Carlos appelés en remplacement de Militao et Rodrigo



Le sélectionneur brésilien Tite a fait appel mardi aux défenseurs centraux Felipe et Diego Carlos, pour les rencontres contre le Venezuela et l'Uruguay les 13 et 17 novembre, dans le cadre des qualifications sud-américaines pour la Coupe du monde 2022.

Les deux joueurs remplacent dans le groupe Rodrigo Caio (Flamengo), blessé au mollet droit, et Eder Militao (Real Madrid), positif au Covid-19. Il s'agit de la première convocation en équipe nationale pour Diego Carlos, 27 ans, qui évolue au FC Séville. Agé de 31 ans, Felipe, qui entame sa deuxième saison à l'Atletico Madrid, compte lui deux sélections, la dernière durant 19 minutes contre la Bolivie (5-0) il y a trois semaines.

Les autres défenseurs centraux du Brésil pour les deux prochaines échéances sont Thiago Silva (Chelsea) et Marquinhos (PSG). Les milieux de terrain Philippe Coutinho (Barcelone) et Fabinho (Liverpool) ont déjà été écartés de la liste pour cause de blessures et suppléés par Lucas Paqueta (Lyon) et Allan (Everton).

Neymar (PSG), blessé aux adducteurs, et Alex Telles (Manchester United), positif au nouveau coronavirus, devraient également être absents.

SPORT

L'Assemblée élective de l'ASOIF le 9 novembre en mode virtuel

L'Association des Fédérations internationales des sports olympiques d'été (ASOIF) tiendra son assemblée générale élective, le 9 novembre en ligne, a annoncé son Conseil sur le site officiel de l'instance. " Suite à une réunion organisée en vidéoconférence pour arrêter les points clés à discuter lors de la prochaine AG élective, le Conseil de l'Association des Fédérations Internationales Olympiques d'été (ASOIF) a arrêté la date du lundi prochain pour la tenue de l'AG en mode virtuel", a indiqué le communiqué du Conseil, rappelant que cette AG était initialement prévue pour le printemps de l'actuelle année, mais reportée en raison de la pandémie de COVID-19. Le vote se déroulera par des moyens électroniques sécurisés lors de la réunion virtuelle. L'Assemblée générale décidera également de certains amendements aux statuts de l'ASOIF pour garantir un langage non sexiste et permettre à l'Association de tenir son Assemblée générale virtuellement et de voter par voie électronique à l'avenir. Sur un autre volet, le Conseil de l'ASOIF a nommé, la secrétaire générale de la fédération équestre internationale (FEI), Sabrina Ib?ez, nouvelle présidente du groupe consultatif sur la diversité et l'égalité des sexes de l'ASOIF, et Tom Dielen, secrétaire général de World Archery, nouveau président du groupe consultatif de l'ASOIF sur le parasport.

FOOTBALL / ITALIE

Imbroglgio à la Lazio sur le Covid, la fédération enquête

La Lazio Rome fait l'objet d'une enquête de la part des instances sportives italiennes sur de possibles "violations de protocoles sanitaires" concernant le Covid-19, afin de clarifier la situation dans le club, a annoncé mardi la Fédération italienne de football (FIGC).



Le club romain est parti mardi sans son buteur **Ciro Immobile** et d'autres joueurs pour disputer sa rencontre prévue mercredi à Saint-Petersbourg en Ligue des champions, selon la presse italienne. Cette nouvelle absence d'Immobile, comme la semaine dernière pour le déplacement à Bruges (1-1), pourrait être liée aux tests pour le coronavirus auxquels sont soumis les joueurs avant le départ, en vertu du protocole de l'UEFA.

L'international italien, meilleur buteur de Serie A la saison dernière, a pourtant joué

entre-temps dimanche avec la Lazio, après d'autres tests menés en fin de semaine, cette fois en vertu des mesures mises en place pour la Serie A.

La Fédération italienne a annoncé dans un communiqué avoir "ouvert une enquête envers la Lazio pour constater d'éventuelles violations aux protocoles sanitaires pour contenir l'épidémie de Covid-19".

Des explications ont déjà été demandées aux dirigeants de la Lazio et des constatations au centre d'entraînement menées la semaine dernière, précise la FIGC, qui a également

demandé mardi matin au club laziale les nouveaux tests menés avant le match face à Saint-Petersbourg.

L'UEFA a refusé de donner des "détails sur des cas individuels". Le club italien, lui, n'a pas communiqué la liste des joueurs partis en Russie.

"Nous avons eu et avons encore mille difficultés post-confinement, mais les garçons font bloc et on essaie de donner le meilleur en sachant que c'est un moment difficile", a déclaré l'entraîneur **Simone Inzaghi** sur Sky Sports.

FC BARCELONE

Koeman n'a pas de "difficultés à gérer" Messi

L'entraîneur du FC Barcelone **Ronald Koeman** a indiqué mardi que **Lionel Messi** a un "caractère de gagnant" et qu'il n'avait pas de "difficultés à gérer" la superstar argentine.

Interrogé en conférence de presse sur les difficultés rencontrées par son prédécesseur **Quique Setién** avec le joueur argentin, Koeman a affirmé que "Leo (Messi) est un joueur très, très fort, c'est le meilleur joueur du monde pour moi, et je peux voir tous les jours son ambition et son caractère de gagnant". "Ce n'est pas un joueur que j'ai eu des difficultés à gérer, mais chaque entraîneur est différent", a ajouté le technicien néerlandais nommé sur le banc du Barça le 19 août après l'éviction de Quique Setién.

"Pour moi, c'est le capitaine, et je parle avec lui chaque semaine de choses qui concernent le terrain et le vestiaire", a précisé Koeman



ce mardi à la mi-journée. Koeman a ainsi répondu à une question portant sur les déclarations de Setién au sujet de la Pulga (puce, en espagnol) lors d'un débat avec l'ancien sélectionneur de la Roja **Vicente del Bosque**. "Il est vrai qu'il y a des joueurs qui ne sont pas faciles à gérer. Entre eux Leo, c'est vrai", a lâché Setién, nuancant toutefois qu'"il faut aussi prendre en compte que c'est le meilleur footballeur de tous les temps. Qui suis-je pour le changer?" Koeman n'a pas souhaité indi-

quer mardi s'il allait donner du repos à Messi mercredi pour la troisième journée aller de la phase de groupes de Ligue des champions contre le Dynamo Kiev, qui déplore au moins une dizaine d'absents, tous positifs au nouveau coronavirus. "Nous attendons un adversaire qui va nous compliquer la vie et on devra travailler pour gagner ce match à domicile. On a déjà vu que le Shakhtar (Donetsk) a battu le Real Madrid malgré quelques absents" il y a deux semaines, a averti Koeman.

COUPE D'ALLEMAGNE

Schalke gagne son premier match depuis février

Schalke 04 a remporté mardi son premier match depuis février, en battant l'équipe de quatrième division de Schweinfurt 4-1 au premier tour de la coupe d'Allemagne.

Après exactement 273 jours et 22 matches de championnat sans aucune victoire, les "Bleu roi" ont vaincu la malédiction, lors de ce match en retard des 32e de finale de la coupe nationale.

Ils se sont pourtant fait peur. Ils ont d'abord encaissé le premier but sur leur pelouse, à huis clos. Et leur gardien **Ralf Fahrman** a arrêté un pénalty alors que le score n'était que de 2-1 en leur faveur.

En Bundesliga, Schalke est toujours scotché à l'avant-dernière place avec deux points en six journées.

JM ORAN-2022

Bientôt des sessions de formation au profit de 1 000 guides touristiques

Des sessions de formation au bénéfice de pas moins de 1 000 guides touristiques seront lancées prochainement à Oran en prévision de la 19e édition des Jeux méditerranéens de l'été 2022, a-t-on appris hier auprès des organisateurs.



Le bureau de tourisme de la ville d'Oran, l'initiateur de cette opération, a déjà arrêté les conditions à remplir par les candidats aux sessions de formation en question, a-t-on ajouté de même source. Parmi ces conditions, les concernés doivent être âgés entre 18 et 35 ans, tout en ayant un niveau universitaire et maîtrisant au moins une langue étrangère, détaille-t-on. Les organisateurs ont également fait savoir que ces sessions de formation sont ouvertes aux personnes aux besoins spécifiques. Dans le même ordre d'idées, le Comité d'organi-

sation des Jeux méditerranéens (COJM), dirigé par l'ancien champion algérien en natation Salim Iles, a annoncé avoir reçu au sein de son siège un groupe d'étudiants accompagnés par le professeur Senhadji. "L'occasion a permis d'effectuer une séance de travail avec la Commission des cérémonies d'ouverture, de clôture et des activités culturelles. Des circuits touristiques, bien étudiés, ont été proposés pour la mise en valeur de la ville d'Oran comme destination touristique d'excellence", a indiqué le COJM sur sa page facebook officielle. Le même organisme a fait savoir, en outre, que "les

étudiants ont, aussi, proposé des modèles de restauration, rénovation et modernisation des sites historiques et culturels de la ville", poursuivant que "plusieurs séances de travail, entre les deux parties, sont programmées dans les prochains jours". Les organisateurs des JM, prévus du 25 juin au 5 juillet 2022, disent accorder un intérêt particulier à l'aspect touristique à l'occasion de cette manifestation sportive régionale que l'Algérie va abriter pour la deuxième fois de son histoire, après avoir accueilli à Alger la septième édition en 1975, rappelle-t-on.

R.S

HAND

Le DTN regrette une préparation "fortement" perturbée au Mondial

Le directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne de handball (FAHB), Abdelkrim Bechkour, a regretté hier que la préparation de l'équipe nationale en vue du Mondial-2021 en Egypte (13-31 janvier), soit "fortement" perturbée en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19). "On devait nous déplacer ce mercredi en Tunisie pour disputer deux matchs amicaux face à la sélection locale. Nous avons même reçu l'accord du ministère de la Jeunesse et des Sports pour effectuer le déplacement par voie terrestre, mais nous avons fini par annuler le voyage en raison de l'indisponibilité de l'ensemble du groupe. Quatre

joueurs ont passé aujourd'hui des tests de dépistage du Covid-19. On ne pouvait pas programmer un regroupement au vu de la situation actuelle", a indiqué à l'APS le DTN. Après deux premiers stages effectués à Annaba sous la conduite du sélectionneur français Alain Portes, le Sept national a été touché de plein fouet par le Covid-19, lors du troisième regroupement qui s'est déroulé à Alger, poussant l'instance fédérale à l'interrompre pour des raisons sanitaires. "Les deux premiers stages se sont déroulés dans les meilleures conditions, mais celui d'Alger n'a pu aller à son terme. Les quatre joueurs testés positifs ont refait

hier leurs tests, alors que les autres testés négatifs devront également refaire leurs analyses pour confirmer qu'ils n'ont pas été infectés", a-t-il ajouté. Interrogé sur la suite de la préparation de l'équipe nationale en vue du rendez-vous mondial, Bechkour a indiqué qu'il n'y avait pour le moment "aucune visibilité". "C'est difficile de se projeter, tant que le groupe n'est pas encore au complet. Nous sommes en contact permanent avec les joueurs pour leur faire rappeler la nécessité de respecter strictement les gestes barrières et surtout nous signaler le moindre éventuel symptôme qui pourrait apparaître". Avant d'enchaîner : "Le seul stage

programmé officiellement est celui prévu en décembre prochain en Pologne avec au programme quatre matchs amicaux : deux face à la sélection locale A et deux autres devant la sélection B. Même si les frontières aériennes resteront fermées, nous allons trouver une solution pour ne pas rater ce stage important", a-t-il conclu. Au Mondial-2021, le Sept algérien fait partie du groupe F aux côtés du Maroc, du Portugal et de l'Islande. Les camarades de Messaoud Berkous débiteront le tournoi contre le Maroc le 14 janvier avant d'affronter respectivement l'Islande (16 janvier) puis le Portugal (18 janvier).

R.S

FOOT/ LIGUE 1 (PRÉPARATION)

Le CS Constantine s'incline face à l'Olympique Médéa (1-2)

Le CS Constantine s'est incliné mardi face à l'Olympique Médéa (1-2), mi-temps (0-1) en match amical préparatoire disputé au stade Ben Abdelmalek-Ramdane de Constantine, en vue de la nouvelle saison du championnat de Ligue 1 de football, dont le coup d'envoi est prévu le 28 novembre. Les visiteurs ont marqué à deux reprises par

Kemoukh et Khelfallah, avant que les locaux ne réduisent la marque par Bentahar en seconde période. Le CSC restait sur une victoire à Constantine mardi dernier en amical face au NA Hussein-Dey (1-0), alors que l'OM a fait match nul jeudi face au MC Alger (1-1) à l'Ecole supérieure d'hôtellerie et de restauration (ESHRA)

d'Ain Benian. La formation de Médéa, dirigée sur le banc par le revenant Chérif Hadjar, effectue actuellement un stage à Seraïdi à Annaba. Lors de la première journée du championnat, le CSC accueillera le nouveau promu le WA Tlemcen, tandis que l'OM Médéa recevra la JS Saoura.

R.S

Brèves

BUREAU FÉDÉRAL DE LA FAF

Plusieurs sujets au menu de la réunion aujourd'hui

Plusieurs sujets seront à l'ordre du jour de la réunion du Bureau fédéral de la FAF, prévue aujourd'hui, à 10h00, au siège de la Fédération algérienne de football (FAF) à Dély Brahim (Alger), a-t-on appris hier auprès de cette instance. Les travaux débiteront par l'adoption du procès-verbal de la session du 4 octobre 2020, après quoi, il sera procédé à l'étude de différents rapports, provenant des Ligues, de la Direction technique nationale (DTN) et des différentes commissions, relevant de la FAF. En effet, outre les rapports des Ligues de football professionnel, amateur et inter-région, il sera également question de football féminin et de Futsal. Le BF s'intéressera également aux rapports des commissions médicales, de finances, de résolution des litiges, de Coupe d'Algérie, d'arbitrage et de Beach-soccer.

R.S

FOOT/ LIGUE 1 (PRÉPARATION)

Le NAHD s'impose 1-0 face à la sélection nationale U-20

Le NA Hussein-Dey s'est imposé mardi face à l'équipe nationale des moins de 20 ans sur le score de 1-0, en match amical disputé au stade annexe de l'enceinte olympique du 5-Juillet, en prévision du coup d'envoi du championnat de Ligue 1 de football, prévu le samedi 28 novembre. L'unique but de la partie a été inscrit par Moncef Chakib Taguement à la 73e minute de jeu. Le Nasria restait sur une défaite concédée mardi dernier en déplacement face au CS Constantine (1-0). De son côté, l'équipe nationale des U20, sous la conduite de Saber Bensmaïn, poursuit son cycle préparatoire, après avoir fait deux matchs nuls face à la 1re Région militaire (0-0) et devant le MC Alger (3-3). Les U-20 préparent le tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF) en Tunisie, prévu en décembre prochain, qualificatif à la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations-2021 (CAN-2021) de la catégorie en Mauritanie, du 16 février au 4 mars prochains.

Le NAHD enchaînera jeudi en défiant la JS Kabylie, en demi-finale du tournoi organisé par le MC Alger au stade Ahmed- Falek de Hydra, dédié à la mémoire du défunt Smâïl Khabatou, ancien entraîneur du "Doyen". Dans l'autre demi-finale, le MCA affrontera le Paradou AC. La finale se jouera le samedi 7 novembre.

R.S

Brèves

COLOMBIE

Les Farc s'avoue l'auteur d'attentats contre l'ancien vice-président Vargas Lleras

Le chef du parti Farc, Rodrigo Londoño, a admis la responsabilité de l'ex-guérilla qu'il dirigeait dans les deux attentats à l'explosif auxquels a survécu l'ancien vice-président German Vargas Lleras en 2002 et 2005. Dans une lettre diffusée lundi, l'ex-commandant en chef de la rébellion, également connu sous son nom de guerre "Timochenko", a avoué que ses hommes avaient "planifié et exécuté" ces attaques, en assurant qu'ils "demanderont pardon avec humilité" à M. Vargas Lleras, parlementaire à l'époque. Son courrier est adressé à l'ancien président et prix Nobel de la Paix, Juan Manuel Santos (2010-2018), avec lequel Rodrigo Londoño a négocié l'accord de paix signé en 2016 et qui a permis le désarmement des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc). M. Vargas a été vice-président durant le second mandat de M. Santos (2014-2018) et avait démissionné pour se présenter à l'élection remportée par l'actuel chef de l'Etat de droite Ivan Duque.

CHYPRE

Les deux dirigeants ouverts à discuter de paix

Les dirigeants chypriotes grec et turc ont réagi positivement, lors d'une rencontre informelle mardi, à l'initiative pour la paix à Chypre proposée par l'ONU, a indiqué un communiqué onusien. C'était la première rencontre entre le nationaliste Ersin Tatar, élu le 18 octobre à la tête de l'autoproclamée "République turque de Chypre-Nord" (RTCN) et soutenu par Ankara, et le président de la République de Chypre Nicos Anastasiades. Les deux dirigeants "ont exprimé leur détermination à répondre positivement à l'engagement du secrétaire général des Nations unies d'explorer la possibilité d'organiser une rencontre informelle 5+ONU, dans un climat propice, à un moment approprié", a indiqué l'instance internationale après leur discussion. Cette rencontre impliquerait également la Grèce, la Turquie et le Royaume-Uni, ancien maître de Chypre qui a conservé plusieurs bases militaires sur l'île méditerranéenne après son indépendance en 1960.

TAÏWAN

Washington approuve la vente de drones tueurs MQ-9

Les Etats-Unis ont annoncé mardi avoir approuvé la vente à Taïwan de quatre drones tueurs MQ-9 "Reaper" pour 600 millions de dollars, pour renforcer la défense de l'île en pleines tensions avec Pékin. Cette vente, si elle se concrétise, permettra à Taïwan de "moderniser ses forces armées et de conserver des capacités de défense crédibles", a précisé le département d'Etat dans un communiqué.

TUNISIE

Le Premier ministre annonce un déficit record du PIB



Le chef du gouvernement tunisien Hichem Mehichi a annoncé mardi que le déficit budgétaire atteindrait un niveau record en 2020, à environ 14% du PIB, appelant la Banque centrale à le financer pour limiter la crise actuelle dans le pays. "Notre pays n'a jamais connu de crise aussi profonde", a souligné M.

Mechichi lors d'une conférence de presse à Tunis. Le Fonds monétaire international a déjà dit s'attendre à un recul historique du PIB en Tunisie, à -7% pour 2020, en raison notamment des conséquences de la pandémie de Covid-19. Cette situation est aussi le résultat du cumul de plusieurs années d'instabilité écono-

mique, sociale et politique, a estimé M. Mehichi. Depuis la révolution de 2011, neuf gouvernements se sont succédés, entravant l'adoption de réformes de fond pour relancer une économie en difficulté. Le déficit budgétaire en 2020 atteindra 14% du PIB, et "il n'est possible de réduire ce taux que de points seulement en reportant le

remboursement des dettes", a indiqué M. Mehichi. Le plan quadriennal de financement du FMI a pris fin au printemps, sans perspective pour la suite, alors que Tunis, qui s'est largement appuyée sur les bailleurs internationaux ces dernières années, peine à boucler son budget pour 2020.

CÔTE D'IVOIRE

Des leaders de l'opposition bloqués par la police

Des responsables de l'opposition ivoirienne, qui ne reconnaissent pas la réélection du président Alassane Ouattara, étaient bloqués par la police mardi, sauf leur chef l'ancien président Bédié, selon leurs déclarations et des sources concordantes. Après l'avoire encerclé, les forces de l'ordre ont pénétré au domicile de Henri Konan Bédié, que l'opposition a proclamé président d'un "Conseil national de transition", mais ce dernier n'a pas été inquiété, selon une source diplomatique. En revanche son numéro deux, Maurice Kakou Guikahue, a été emmené par la police, selon plusieurs journa-

listes présents à proximité de la résidence. Selon des sources proches du gouvernement, M. Guikahue n'a pas été arrêté, mais reconduit à son domicile. Le gouvernement ivoirien a accusé mardi l'opposition - qui entend former un "gouvernement de transition" - de "complot contre l'autorité de l'Etat", et indiqué avoir saisi la justice contre ses responsables, alors que ceux-ci refusent de reconnaître la réélection du président Alassane Ouattara pour un troisième mandat controversé, proclamée le même jour par la commission électorale. Deux autres responsables de l'opposition ont indiqué être bloqués à leur domicile par les forces de l'ordre.

GUINÉE

L'opposition échoue à rassembler les foules mais vide les rues

Les rues de la capitale guinéenne Conakry sont restées quasi désertes mardi, avec une circulation inhabituellement calme et de nombreux magasins fermés, malgré les appels de l'opposition à manifester contre la réélection du président Alpha Condé, ont constaté des journalistes. Le principal opposant, Cellou Dalein Diallo, arrivé deuxième à la présidentielle du 18 octobre, selon les chiffres de la commission électorale qu'il conteste, s'est réjoui du "franc succès" de la journée, malgré l'absence de rassemblement. "Nous n'avons pas de préférence entre faire sortir les gens dans la rue ou créer les conditions d'une paralysie totale de Conakry et du reste du pays", a déclaré M. Diallo, qui s'est proclamé vainqueur dès le lendemain du scrutin. "Ou d'ailleurs, si vous voulez, nous préférons que la population reste chez elle et paralyse le pays, plutôt qu'elle ne sorte se rassembler et se fasse massacrer par les forces de l'ordre sans scrupules", a-t-il ajouté. "C'est une nouvelle stratégie qui peut faire encore plus de mal à nos adversaires", a-t-il estimé, en évoquant une "stratégie à mûrir".

GÉNOCIDE AU RWANDA

La veuve du président Habyarimana entendue dans l'enquête

La veuve de l'ancien président rwandais, Agathe Habyarimana, soupçonnée d'être impliquée dans le génocide de 1994, a été entendue pendant cinq heures mardi, cette fois dans l'enquête sur le rôle trouble joué par l'ex-gendarme de l'Elysée Paul Barril à l'époque des massacres. Agathe Kanziga, veuve Habyarimana, qui n'était pas apparue en public depuis plusieurs années, est arrivée vers 10h à son rendez-vous avec le juge d'instruction, d'une démarche lente mais déterminée, guidée par son avocat. Mme Habyarimana, que la France a refusé

d'extraire au Rwanda sans toutefois lui accorder l'asile en raison des soupçons pesant sur elle, est installée sur le territoire depuis 1998, où elle vit de fait sans statut légal. Malgré le refus définitif opposé en 2011 par la justice française, le Rwanda a maintenu son mandat d'arrêt émis en 2009 contre elle pour "génocide" et "crimes contre l'humanité", l'accusant d'avoir joué un rôle déterminant dans l'une des pires tragédies du XXe siècle. Selon l'ONU, environ 800.000 personnes, essentiellement dans la minorité tutsi, ont été tuées en trois mois lors de massacres déclen-

chés après l'attentat contre l'avion du président hutu Juvénal Habyarimana le 6 avril 1994. Exfiltrée en Europe trois jours après l'assassinat de son mari, Mme Habyarimana est souvent présentée comme l'une des dirigeantes de l'"akazu", le premier cercle du pouvoir hutu qui, selon ses accusateurs, a planifié et orchestré le génocide. Ce qu'elle conteste. Elle-même est visée depuis 2008 par une information judiciaire en France sur son rôle présumé, initiée par une plainte du Collectif des parties civiles pour le Rwanda (CPCR).

PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE

Les États-Unis coupés en deux

Les États-Unis d'Amérique est depuis, hier, coupés en deux : démocrates et républicains. Chacun des deux clans réclame à lui la victoire des présidentielles.



Alors que les informations sur les résultats tombaient au compte goutte, le président en exercice ne s'est pas donné la moindre marge en réclamant la victoire en menaçant le camp adverse. De son côté, Joe Biden, quoi que plus mesuré se dit ne pas se laisser faire et réplique que les démocrates se sont préparés à toutes les éventualités. Sur un plan purement politique et juridique, la question qui se pose est la suivante : que vat-il se passer en cas d'égalité parfaite. Car cette probabilité n'est pas à exclure ?

Ce qui est sûr c'est que le monde ne va pas connaître le président de la plus grande puissance jamais connue dans l'histoire, dans les 24 heures à venir. Cela va prendre des jours ou même des semaines. Les analystes disent que l'orage va passer sans que les USA basculent dans une situation de scission. En 1800, la démocratie américaine avait connu une situation d'égalité parfaite. À cette époque, la Constitution voulait que le président et le vice-président soient élus ensemble : le candidat arrivé en tête devenait président et le second, vice-président. Ainsi, en 1800, Thomas Jefferson et Aaron Burr avaient récolté chacun 73

voix. Il avait alors fallu 36 tours à la Chambre des représentants pour élire le premier. Pour éviter qu'une telle situation se reproduise, le 12^e amendement de la Constitution a été créé, afin de distinguer le vote du président de celui du vice-président.

La Constitution américaine est en effet très claire : si aucun vainqueur n'est élu par le collège électoral, c'est la Chambre des représentants qui aura la lourde charge de nommer le président. Les démocrates y étant majoritaires, il est tentant de penser que Joe Biden l'emporterait alors aisément. Seulement, chacun des 435 députés ne vote pas individuellement puisque les représentants sont regroupés par État. Chaque État représente un vote et le premier candidat à atteindre 26 voix est élu. À ce jeu-là, c'est donc bien Donald Trump qui serait avantagé, puisque les républicains occupent plus d'États que les démocrates.

Pas de résultat avant la fin de la semaine ? Mais avant d'envisager un scénario d'égalité, il faut que les grands électeurs rendent leur verdict. Problème : il pourrait n'être connu que dans plusieurs jours. Au total, huit États n'ont pas encore publié leurs résultats et

parmi eux, six swing states, pour 97 grands électeurs. Avec un score de 238 pour Joe Biden et 213 pour Donald Trump, rien n'est donc encore joué. Et d'après le journaliste Saleha Mohsin de Bloomberg News, citée par Le Figaro, les résultats de ces États pourraient ne pas être connus avant... la fin de la semaine. En cause notamment : le vote par correspondance. Plus de 100 millions de citoyens ont en effet utilisé ce système, avant l'ouverture des bureaux de vote, mardi 3 novembre. C'est le double d'il y a quatre ans. Le dépouillement de

ces votes est plus lent que le vote physique et les services de postes américains sont débordés, accumulant des retards de livraison. De plus, ce système multiplie les risques de bulletins erronés, notamment à cause de problème de signatures absentes ou non conformes, analyse Le Figaro. Plusieurs États stratégiques, comme le Michigan et la Caroline du Nord, laissent donc la possibilité aux électeurs de revoter en cas d'erreur. Une étape qui risque de ralentir encore le dépouillement.

Aziz T./Agences

- Donald Trump estime avoir gagné l'élection et annonce qu'il va saisir la Cour suprême.
- Donald Trump remporte la Floride, le Texas et l'État clé de l'Ohio.
- De son côté, Joe Biden remporte un État qui pourrait s'avérer primordial : l'Arizona.
- Le score est serré dans les autres États décisifs : Géorgie, Pennsylvanie, Michigan et Wisconsin.
- La vague bleue offrant une victoire facile aux démocrates n'a pas eu lieu.
- Le résultat pourrait ne pas être connu avant plusieurs heures, voire plusieurs jours.

LIBYE

Entente sur l'application de l'accord de cessez-le-feu

Des délégations militaires des deux camps rivaux libyens se sont entendues sur une feuille de route pour appliquer l'accord de cessez-le-feu récemment signé entre les deux parties, a annoncé mardi soir l'émisnaire onusienne en Libye. Les discussions ont débuté lundi à Ghadamès, dans le sud-ouest de la Libye, réunissant cinq responsables militaires des deux camps qui composent la Commission militaire conjointe, en présence de la cheffe par intérim de la Mission d'appui des

Nations unies en Libye (Manul), Stephanie Williams. Les pourparlers de Ghadamès interviennent après des réunions à Genève ayant débouché sur la signature, le 23 octobre sous l'égide de l'ONU, d'un accord de cessez-le-feu permanent avec "effet immédiat". Mardi soir, Stephanie Williams a annoncé que les deux parties étaient tombées d'accord sur la "mise en place d'un sous-comité militaire pour superviser le retrait des forces militaires vers leurs bases respectives et le départ des forces étrangères

des lignes de front". La Commission a aussi décidé de "se réunir à Syrte (nord) le plus tôt possible" et d'y établir son siège, a cité Mme Williams. C'est autour de cette ville que se situe depuis mi-juin la ligne de front. La première réunion chargée de "réunifier les Gardes des installations pétrolières" se tiendra, elle, le 16 novembre au terminal de Brega, tandis que les liaisons aériennes seront rétablies "immédiatement" avec Sebha et Ghadamès dans le sud. La Commission a exhorté le Conseil

de sécurité à "adopter rapidement une résolution contraignante pour mettre en oeuvre l'accord de Genève de cessez-le-feu", a fait savoir l'émisnaire onusienne. Mardi soir, l'émisnaire onusienne a appelé la classe politique libyenne à être "à la hauteur de la responsabilité". "Nous rappelons à tous ceux qui se mettront en travers du processus qu'ils s'exposeront à des sanctions", a pour sa part mis en garde mardi soir, l'ambassadeur américain en Libye Richard Norland.

APS

ETHIOPIE

Escalade militaire au Tigré, placé en état d'urgence

Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a annoncé mercredi le lancement d'une opération militaire contre la région du Tigré (Nord), qu'il accuse d'avoir mené une attaque meurtrière contre une base de l'armée fédérale et qui été placée sous état d'urgence.

La tension est montée d'un cran ces derniers jours entre le gouvernement fédéral d'Addis Abeba et le gouvernement régional du Tigré, qui ne reconnaît plus l'autorité de l'Etat fédéral depuis le report des élections nationales prévues en août. Le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), le parti au pouvoir dans cette région d'Ethiopie, "a attaqué un camp militaire (fédéral) dans le Tigré", a accusé Abiy Ahmed dans un texte posté en pleine nuit sur Facebook et sur Twitter. "Nos forces de défense ont reçu l'ordre (...) d'assumer leur tâche de sauver la Nation. Le dernier stade de la ligne rouge a été franchi", a-t-il ajouté. Selon Fedwan Hussein, porte-parole de la cellule de crise mise sur pied par le gouvernement "l'objectif militaire est, premièrement, de maintenir la loi et l'ordre, ensuite de libérer le peuple tigréen". Le gouvernement veillera à "impliquer les populations du Tigré dans leur propre libération, à ne pas être des victimes et servir de bouclier au (...) petit gang du TPLF" qui "ne représente pas" la totalité des habitants, a-t-il ajouté.

Le Conseil des ministres du gouvernement fédéral a décrété mercredi l'état d'urgence pour six mois dans la région du Tigré, estimant que "la situation a atteint un niveau tel qu'elle ne peut plus être empêchée ou contrôlée via les mécanismes habituels de maintien de l'ordre". On ignore encore quelles modalités prendra cet état d'urgence ou la nature concrète de la réponse militaire fédérale. Dans une adresse télévisée tôt mercredi matin, M. Abiy a précisé que "des forces déloyales" s'étaient retournées contre l'armée à Mekele, capitale du Tigré, et à Dansha, une ville de l'Ouest de la région.

L'assaut à Dansha a été "repoussé" par des forces de sécurité de la région Amhara, qui borde le Sud du Tigré, a-t-il ajouté. L'attaque a fait "de nombreux morts, des blessés et des dégâts matériels", a indiqué le Premier ministre. Le bureau du Premier ministre a accusé le TPLF d'avoir habillé ses soldats avec des uniformes semblables à ceux de l'armée érythréenne, afin "d'impliquer le gouvernement érythréen dans les hautes revendications d'agression contre le peuple du Tigré". Dans un communiqué diffusé sur les médias régionaux, le gouvernement du Tigré a déclaré que les gradés et les soldats dépendant du Commandement-Nord de l'armée éthiopienne, basé à Mekele, "ont décidé d'être aux côtés du peuple du Tigré et du gouvernement régional". Il n'était pas possible de corroborer dans l'immédiat les différentes versions des deux camps. Netblocks, un site qui surveille les coupures internet, a indiqué que ce réseau semblait avoir été coupé dans la région à partir de 01H00 mercredi.

Défiance et rupture
La minorité tigréenne (environ 6 % de la population) a dominé la politique nationale pendant près de 30 ans jusqu'à l'arrivée au pouvoir en 2018 d'Abiy Ahmed, premier dirigeant issu de l'ethnie oromo, la plus importante du pays. Les autorités régionales tigréennes ont rejeté la prolongation du mandat des députés nationaux et régionaux décidée après le report, en raison de la pandémie de Covid-19, des élections générales prévues en août.

Les Tigréens ont défié le pouvoir central en organisant en septembre leurs élections régionales - largement remportées par le TPLF - et, désormais, chaque camp considère l'autre comme illégitime. Les sénateurs éthiopiens ont voté début octobre en faveur d'une rupture des contacts et des financements entre autorités fédérales et responsables du Tigré. La semaine dernière, ces tensions se sont cristallisées sur le contrôle des personnels et équipements militaires du Tigré. Vendredi, un général nommé par Addis Abeba avait été empêché d'y prendre son poste par le TPLF. Le Tigré abrite "plus de la moitié de l'ensemble du personnel des forces armées et des divisions mécanisées" du pays, un héritage de la guerre qui a opposé en 1998-2000 l'Ethiopie à l'Erythrée, frontalière du Tigré, a récemment souligné le centre de réflexion International Crisis Group (ICG), citant d'anciens officiers tigréens. "Au regard de la position sécuritaire relativement forte du Tigré, le conflit pourrait très bien s'enliser et être désastreux", a réagi mercredi William Davison, de l'ICG. Mardi soir, Wondimu Asannew, un haut responsable tigréen a déclaré à l'AFP que le gouvernement fédéral était en train de masser des troupes à la frontière sud du Tigré. "Quand on en vient à la mobilisation militaire, il ne s'agit pas d'un jeu d'enfants. Et cela peut déclencher une guerre totale", a averti M. Wondimu : "nous sommes en alerte et je peux assurer que nous sommes capables de nous défendre".

AFP

Le destin tragique des communistes arabes

Les grossières erreurs du PC Irakien:
Le **malentendu avec Abdel Karim Kassem**. Fondé en 1934. Le PC irakien a joué un rôle fondamental dans l'histoire politique de l'Irak, de sa fondation à la décennie 1970., notamment en coalisant les principales forces politiques hostiles à la monarchie. Impliqué dans les plus importantes manifestations et insurrections des décennies 1940 et 1950, il a tenu un rôle dans le renversement en 1958 du Royaume d'Irak, qui a porté au gouvernement le général Abdel Karim Kassem. Il a beaucoup souffert, à partir de 1978, de la répression sous la dictature de Saddam Hussein. Restant un élément important de l'opposition irakienne, il s'est opposé aux sanctions des Nations Unies à la guerre du Koweït en 1991, puis s'est opposé à l'invasion américaine de l'Irak en 2003. En mars 2018, il s'allie au mouvement de Moqtada al-Sadr, au sein de la coalition électorale Sa'iroun («En marche») pour les élections législatives et provinciales de mai 2018. Les deux forces politiques s'étaient rapprochées à partir de 2015 dans le cadre d'un mouvement de protestation réclamant des réformes, la lutte contre la corruption et l'amélioration des services publics. La coalition obtient 54 députés, sur un total de 329 sièges.

Le malentendu avec le général Abdel Karim Kassem
Le malentendu entre les communistes irakiens et le général Abdel Karim Kassem s'est noué autour de deux questions: la participation des communistes au gouvernement et le Kurdistan. Premier chef du gouvernement de l'Irak post monarchique, le général Abdel Karim Kassem, artisan du coup d'état, était un nationaliste proche des communistes. Ds sa

nomination, le parti communiste a organisé de manifestations monstres réunissant plusieurs centaines de milliers de million de personnes pour exiger une pleine participation des communistes au pouvoir. Les alliés du général Kassem au sein de la coalition gouvernementale y vont une marque de duplicité du premier ministre en vue de les forcer à faire une place plus importante aux communistes au sein du gouvernement. Circonstance aggravante, le mot d'ordre du PC irakien «Paix au Kurdistan» lancé sans la moindre campagne d'explication pédagogique, plaçait leur allié en porte à faux tant vis à vis des autres composantes du pouvoir que vis à vis de l'opinion publique irakienne. Celle-ci était majoritairement hostile à un arrangement avec le Mollah Moustapha Barzani, en ce qu'elle considérait le chef kurde comme un instrument de déstabilisation manipulé par le Chah d'Iran et que ses menées «séparatistes» visaient à amputer l'Irak de ses riches provinces pétrolières du Nord du pays. Un autre point noir dans le registre du PC irakien, le fait d'avoir entraîné ses opposants, morts ou vivants, dans les rues de Bagdad, en vue de livrer ses adversaires à la vindicte publique. L'antagonisme avait atteint un point tel que le Général Kassem entreprit de s'opposer par la force à ses anciens compagnons.

Le Parti Communiste Libanais et le Komintern
Fondé en 1924 par l'historien libanais Youssef Ibrahim Yazbeck et Fouad Chemaly, le PC Libanais est le plus ancien parti politique libanais. Dissous en 1948, il sera interdit jusqu'en 1971. Nonobstant cet interdit, le PC Libanais comptait, en 1967, 75000 d'adhérents, soit 3 % de la population, ce qui faisait de lui le plus

grand parti libanais de l'époque. Durant la guerre civile libanaise (1975-1990), il sera une des composantes essentielles de la coalition palestinienne progressiste. Dans la foulée du retrait de l'OLP de Beyrouth, en 1982, le PC libanais sera l'initiateur de la guérilla anti israélienne dans la capitale libanaise. Allié du Hezbollah Libanais, il participera au sein de la «résistance nationale libanaise» à la guérilla anti israélienne au sud Liban, jusqu'au dégageant final des Israéliens de la région frontalière, sans négociations, ni traité de paix. Fouad Chémali, co-fondateur du Parti, avait baptisé sa formation, à son lancement en 1924, de «Parti du Peuple», considérant que le terme «communiste» était inapproprié et posait problème dans les sociétés traditionnelles arabes. Intransigeant, le Komintern avait posé comme condition à l'admission de la formation libanaise au sein de l'Internationale Communiste, qu'elle porte le nom de «Parti Communiste Libanais», dans un souci d'uniformisation. Ce qui fut fait. Ah les ravages de l'euro-péo-centrisme.

Le Parti communiste libanais et l'intervention militaire syrienne au Liban.
En 1976, Le PC Libanais était hostile à l'intervention militaire syrienne au Liban, d'autant plus vivement que la demande provenait de trois dirigeants maronites, tous trois à la tête de milices, le président Soleymane Frangieh, qui disposait des forces gouvernementales (armée, gendarmerie, police, services de sécurité), en sus de sa milice privée Al Marada, l'ancien président Camille Chamoun, chef de la milice des «Tigres», enfin Pierre Gemayel, chef du parti phalangiste et chef des milices portant le nom de son parti. En difficulté sur le plan militaire, au terme de 18 mois de combat, les trois chefs de guerre maronites, réclamaient en fait au président syrien Hafez Al Assad de brider et de réprimer le Mouvement National Libanais et ses alliés de la résistance palestinienne, alliés au sein de la coalition palestinienne-progressiste. Hafez Al Assad avait obtenu le feu vert de tous les protagonistes du conflit libanais, y compris d'Israël, tout soucieux de mettre en échec la coalition formée par la gauche libanaise et la guérilla palestinienne. Lors de la brève phase de la Péréstroïka syrienne, la séquence dite du «Printemps de Damas» (2001-2002), un dirigeant communiste, Yassine Al Hafez, fondateur du parti marxiste-léniniste arabe «Arab Revolutionary Workers Party» avait sérieusement mis en garde contre toute tentative d'instrumentaliser le facteur confessionnel dans le combat politique. Une attitude conforme à celle adoptée par l'écrivain Saadallah Wannous et l'éditeur Hussein Aloudat. De même sur le plan palestinien, en osmose avec l'organisation marxiste Le «Front Populaire pour la Libération de la Palestine» dirigée à l'époque par le mythique chef palestinien Georges Habbache, les communistes libanais se sont distingués, particulièrement lors de la phase de l'invasion israélienne du Liban et du siège de Beyrouth, en juin 1982. Une communiste libanaise Jacqueline Esber, alias camarade Rima, s'est ainsi livrée à des assassinats extra judiciaires en Europe contre l'attaché militaire américain en France, Charles E. Ray et l'attaché militaire israélien à Paris, Yaacov Barsimontov ; Deux agents de services de renseignements de leurs pays respectifs, l'américain pour la CIA, l'israélien pour le Mossad, opérant en France sous couverture diplomatique. Et un autre communiste libanais Georges Abdallah, doyen des prisonniers politiques en Europe, de par sa résistance opiniâtre à l'arbitraire répressif du pouvoir français, a glané le titre de figure mythique du combat palestinien au même titre que Marwane Barghouti, le chef du mouvement palestinien Fatah qui croupit arbitrairement dans les geôles israéliennes.

La Russie et l'intervention militaire syrienne au Liban
Par une curieuse coïncidence, Alexei Kossyguine, premier ministre soviétique, se trouvait en visite à Damas, à la veille de l'entrée des troupes syriennes au Liban, en juin 1976. Hafez Al Assad, prudent ou méfiant, surtout soucieux de prévenir un veto soviétique, n'a pas pris soin d'informer son hôte de sa décision d'intervenir militairement au Liban. Mais en dépit de cette mauvaise manière faite à un partenaire stratégique de la Syrie, l'Union soviétique ne prendra pas ombrage de l'attitude cavalière de Damas à son égard. Le Kremlin donnera finalement son accord à l'entrée des troupes syriennes au Liban. Le PC Libanais, membre de plein droit de la coalition palestinienne-progressiste, s'était prononcé en faveur de la lutte armée. Alerté, le chargé d'affaires soviétique à Beyrouth pris alors contact avec Karim Mroueh pour s'enquérir de la situation et surtout faire part de son étonnement que les «communistes libanais combattent l'armée syrienne». Il s'en suit le dialogue suivant : Karim Mroueh: Vous avez combattu le nazisme. Diplomate soviétique: Je ne vous permets pas de faire des comparaisons pareilles. Karim Mroueh: En tant que Libanais, et non en tant que communiste, je n'accepte pas que des troupes étrangères soient présentes sur le territoire national de mon pays. D'autant plus que cette présence militaire étrangère est dirigée contre la coalition palestinienne-progressiste, supposée être les alliés de la Syrie. L'entretien, tendu, fut bref. Sur ces entrefaites, Karim Mroueh se rend alors à Paris pour solliciter l'aide du Vietnam. Là aussi, l'entretien fut bref et tendu. L'ambassadeur refusa de recevoir personnellement le dirigeant communiste libanais, encore moins de lui organiser une visite à Hô Chi Minh Ville, et le 3ème conseiller de l'ambassade vietnamienne à Paris fut expédié. Sa réponse d'une grande brutalité: «Vous combattez l'armée syrienne» ? Le discours de Saint Petersburg de Vladimir Poutine de Juin 2019 et la «déconsolidation démocratique» de l'Occident. L'invasion américaine de l'Irak, en 2003, a conduit le Parti Communiste Irakien, exsangue, persécuté tant sous le gouvernement d'Abdel Karim Kassem, en 1961, que sous Saddam Hussein, 1970-2003, à assurer un service minimum faute d'être balayé. Un service minimum sans la moindre caution à l'occupation américaine de son pays. Pour sa survie, il s'allia, lui, le parti qui professait une idéologie laïque, avec Moqtada Sadr, un farouche opposant à la présence américaine en Irak, certes, mais néanmoins un grand dignitaire religieux chiite. La séquence dite du printemps arabe (2011-2019) a propulsé des figures éminentes du Parti Communiste Syrien, telles Ryad Trukr, abusivement qualifié de «Mandela syrien» et Michel Kilo, voire même Bourhane Ghalioune, le supplétif de l'administration française contre son pays d'origine, dans le giron de l'opposition off shore pétromonarchique, dans une démarche qui a signé à la fois et leur reddition et leur trahison. A l'inverse des pontes du régime baasiste, tel Abdel Halim Khaddam, vice président de la république syrienne, ou du libanais Walid Joumblatt, chef de l'unique parti arabe se réclamant du socialisme, ou encore la cohorte des mercenaires syriens de l'opposition off shore, le Parti Communiste Libanais, fidèle à son histoire, s'est retrouvé, lui, dans la même tranchée que le Hezbollah libanais dans la guérilla anti israélienne qui a abouti, en 2000, à un retrait sans condition, ni négociations, ni traité de paix avec Israël. Un fait sans précédent dans les annales du conflit israélo-arabe.

Par René Naba

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MEDEA
DAIRA DE BENI SLIMANE
COMMUNE DE BENI SLIMANE
Matricule Fiscal : 09842645028220
AVIS D'APPEL D'OFFRES N° : 02/2020
Après avis d'infructuosité

L'APC de Beni Slimane lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales pour :

- Aménagement urbain de la rue reliant mosquée El Fath vers la route nationale N° 18.
Les entreprises intéressées par le présent avis d'appel d'offre peuvent retirer les cahiers de charges auprès de la Commune (le bureau du marché) contre paiement de la somme de : 2 000,00 DA.

Les conditions d'éligibilité ou de présélection:

- copie du Certificat de qualification et classification professionnelle, activité principal travaux public ou bâtiment catégories 3 (trois) et plus.
- Copies des certificats de bonne exécution pour les projets pareils réalisés par le candidat (deux certificats et plus)
- Les moyens du chiffre d'affaire les dernier trois années ou les références bancaires été gèle et plus 15 000 000,00 DA.

OFFRE CANDIDATURE :

- Déclaration de candidature dûment rempli, daté, signé par la personne habilitée à engager l'entreprise.
- Déclaration de probité dûment rempli, daté, signé par la personne habilitée à engager l'entreprise.
- Copie du statut de l'entreprise.
- Les documents permettant d'évaluer les capacités des candidats des soumissionnaires ou le cas échéant des sous-traitants.
- Planning des travaux avec cachet et signature
- Listes des personnel signé par l'entrepreneur plus copie des diplôme et certificat d'affiliation individuel pour les cadres et les ouvriers professionnel visé par le CNAS en cours de validité et moins de 03 mois
- Listes des matériels sur le quel figure immatriculation de chaque engin appuyé par des copies des cartes grises et l'assurance de chaque engin en cours de validité pour le matériel et pv de louvores de justice l'année 2020.

OFFRE TECHNIQUE:

- Déclaration à souscrire dûment rempli, daté, signé et paraphé par la personne habilitée à engager l'entreprise.
- Un **mémoire technique** justificatif et tout autre document exige en application des dispositions de l'article 78 du présent décret
- **Cahier des charges** dûment rempli, daté, signé, portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

OFFRE FINANCIERE:

- La lettre de soumission dûment rempli, daté avec cachet et signature.
- Le Bordereau des prix unitaire rempli, daté, cachet et signature.
- Le détail quantitatif et estimatif rempli, daté cachet et signature.

La date limite de dépôt des offres est fixée à 15 jours à compter de la date de la première parution du présent avis à partir de 08:00 heures de matin jusqu'à 10:30 heures.

Les offres doivent être ou déposées auprès du secrétaire général.

Les plis contiendra (03) trois enveloppes intérieures séparées, l'une portant la mention (offre Candidature, offre financier et offre technique).

L'enveloppe extérieure devra être anonyme et comporter la mention : **Avis D'appel D'offres N°02/2020 + titre d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales : Avec mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »**

La case limite de dépôt des offres est fixée au dernier jour de la date limite de dépôt des offres de 08:00 heures à 10:30 heures

L'ouverture des plis est fixée au dernier jour de la date limite de dépôt des offres au siège de l'APC de Beni Slimane à 10:30 heures

Les entreprises soumissionnaires resteront engagées par leurs offres pendant (105) jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

LE PRESIDENT D'APC

LA NATION 05 /11/2020 ANEP 2016017794